



CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES DE LA MÉDITERRANÉE (CNIM)

Société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 6 056 220 euros

Siège social : 35, rue de Bassano - 75008 Paris

662 043 595 RCS Paris

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2020

1. RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{ER} SEMESTRE 2020	2
2. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES	16
3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	40
4. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	42

RAPPORT D'ACTIVITE

1	Evénements significatifs de la période.....	3
2	Activité.....	5
2.1	Enregistrement de commandes.....	5
2.2	Chiffre d'affaires.....	7
2.3	Carnet de commandes.....	8
3	Résultat.....	8
3.1	Résultat opérationnel courant et EBITDA par Secteur.....	9
3.2	Résultat non courant.....	10
3.3	Résultat des entreprises mises en équivalence.....	10
3.4	Résultat financier.....	10
3.5	Impôts.....	10
3.6	Résultat net.....	10
4	Financement / Trésorerie.....	11
4.1	Tableau de flux de trésorerie.....	11
4.2	Trésorerie nette de tout endettement.....	12
4.3	Endettement.....	13
4.4	Liquidité.....	13
4.5	Capitaux propres.....	13
5	Comptes sociaux de CNIM GROUPE S.A.....	14
5.1	Résultats.....	14
5.2	Trésorerie.....	14
6	Perspectives.....	14
7	Analyse de risques.....	14
8	Transactions avec les parties liées.....	14
9	Évènements post-clôture.....	15

1 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

Restructuration financière

Fortement impacté par les pertes subies sur l'exercice et par la consommation de trésorerie qui en a découlé, le Groupe a initié en 2019 un processus de restructuration financière en relation étroite avec l'ensemble de ses partenaires incluant le pool bancaire et assureurs-crédit (intervenant dans les émissions de garanties bancaires), l'Etat, ainsi que Martin GmbH (partenaire industriel historique de CNIM).

Ce processus, qui a donné lieu à la nomination d'un mandataire ad hoc par le Tribunal de Commerce le 12 novembre 2019 pour assister le Groupe dans ses discussions, et à l'ouverture d'une procédure de conciliation confirmée par ordonnance le 2 janvier 2020, a conduit les parties à signer un premier accord en mars 2020 avant de finaliser un protocole de conciliation global en avril 2020 devant permettre au Groupe de pérenniser ses activités à moyen terme. Ce protocole a été homologué par jugement du Tribunal de Commerce de Paris en date du 23 juin 2020.

Les mesures relatives à cette restructuration financière sont les suivantes :

	Nature	Nominal (en millions d'euros)	Intérêt	Échéance	Contrepartie
Premier accord signé le 16 mars 2020					
Prêt relais adossé à la cession du siège social (2)	Financement	30,6 27,5 3,1	Eurib+5%	-	Pool bancaire Etat (FDES)
Ligne de cautions bancaires (1)	Garantie	88,4	-	31/03/20	Pool Bancaire
Protocole de conciliation signé le 29 avril 2020					
Emission obligataire	Financement	45,0	5%	31/12/25	Martin GmbH
Financement MT	Financement	43,8 35,0 8,8	Eurib+6%	30/04/21	Pool bancaire Etat (FDES)
Nouvelle ligne de cautions bancaires (1)	Garantie	170,8	-	31/03/21	Pool Bancaire
Ligne de caution bancaire Sharjah	Garantie	18,2	-	-	First Abu Dhabi Bank

(1) Ces lignes couvrent notamment les garanties de performance que le Groupe doit émettre pour signer des contrats de construction ainsi que des cautions de restitution d'acompte permettant d'obtenir des règlements accélérés de la part de certains clients (ces règlements accélérés représentent 63 millions d'euros qui constituent de fait des avances).

La nouvelle ligne de cautions bancaires vient en complément de la ligne de cautions bancaires octroyées dans le premier accord du 16 mars 2020. La partie non utilisée de la ligne du premier accord, soit 51,7 millions d'euros, a été intégrée au protocole de conciliation, conduisant à une nouvelle ligne confirmée totale disponible de 222,5 millions d'euros.

Une part significative de ces lignes bénéficie d'une contre-garantie de BPI Assurance Export (bénéfice limité à 50% de la garantie donnée). Cette contre-garantie, s'élevant à 134 millions d'euros, a été mise en place au cours du 2nd semestre 2019 pour faciliter l'octroi de nouvelles garanties par le pool bancaire.

La date d'échéance indiqué correspond à la date de disponibilité de la ligne pour tirage.

(2) Le Groupe a procédé le 17 avril 2020 à la vente de son siège parisien, pour un montant de 41,3 millions d'euros, et a remboursé le prêt relais associé à cette cession. La date d'échéance indiqué correspond à la date de disponibilité de la ligne pour tirage.

Ces mesures sont assorties des engagements suivants pris par le Groupe CNIM :

- sécurisation des engagements de Martin GmbH, des partenaires bancaires et assureurs crédit, de l'Etat par le nantissement des titres de l'ensemble des filiales du Groupe et par la mise en fiducie des filiales en France conférant à leurs bénéficiaires (i) des droits de regard ou de veto sur certaines décisions susceptibles d'affecter leurs droits ou leurs intérêts et (ii) la capacité d'en prendre le contrôle en cas de survenance de certains événements adverses ou à l'issue d'une période de 12 mois. Au regard des faits et circonstances existants en date d'entrée en vigueur de ces fiducies, la Société en conserve toutefois le contrôle opérationnel ;
- engagement du Groupe de réaliser un programme d'adossement portant sur l'ensemble de ses activités (secteurs Environnement & Energie et Innovation & Systèmes) auprès d'un ou plusieurs partenaires lui permettant de pérenniser ses activités. L'objectif premier de ce programme est un adossement global du Groupe qui consistera en la recherche d'un ou plusieurs tiers acquéreurs de l'intégralité des titres ou, à défaut, d'une participation majoritaire dans CNIM Groupe SA ; toutefois, les modalités de réalisation de ce programme peuvent être variables en fonction des circonstances (prises de

participation réalisées cumulativement au niveau des filiales principales ou adossement partiel au niveau d'un secteur par exemple) et peuvent inclure la cession de certains d'actifs individuels. L'exécution de ce programme est susceptible de conduire la Société à déconsolider les participations ou actifs concernés ou à procéder à des regroupements au sein des « actifs destinés à la vente ».

Le Groupe bénéficie par ailleurs d'un moratoire accordé par la Commission départementale des Chefs des Services Financiers (CCSF) lui permettant de reporter le paiement de charges sociales et fiscales à hauteur de 13 millions d'euros (règlements progressifs sur un an à compter de mai 2020).

Enfin, les crédits de financement historiques (ligne de crédit renouvelable et financement de l'investissement Exensor) ne sont plus soumis à aucun ratio de covenant dont le non-respect rendrait le remboursement exigible sur demande des prêteurs.

Covid 19

Les principaux risques identifiés à date auxquels le Groupe a été confronté du fait de cette crise sont les suivants :

- Santé du personnel (risque de contagion) ;
- Absentéisme du personnel CNIM ou sous-traitants sur sites de réalisation ;
- Restrictions de déplacement de personnel CNIM empêchant la réalisation de contrats ;
- Arrêts d'activité (usines/sites/ chantiers) ;
- Demandes de donneurs d'ordre de fermer des sites ou d'arrêter des chantiers ;
- Défaillances sous-traitants/fournisseurs ;
- Retards de livraison d'équipements ou produits clefs ;
- Baisse de productivité liée au télétravail ;
- Annulation ou report de prises de commandes ou d'avenants potentiels.

A ce jour, les principaux impacts de la crise ont été les suivants :

- A l'échelle du Groupe :
 - o La majorité des chantiers clients, des ateliers et sites d'exploitation du Groupe sont restés en activité dans des conditions toutefois adaptées donc avec des ralentissements ;
 - o La grande majorité des sites administratifs du Groupe en France a été fermée à compter du début de la période de confinement (17 mars 2020) et les collaborateurs pouvant exercer leurs activités à distance ont été mis en télétravail ;
 - o Le Groupe a mis en œuvre certains éléments du dispositif d'accompagnement gouvernemental ouverts aux entreprises françaises et anglaises, notamment l'activité partielle et le report d'échéances de dettes fiscales et sociales.

- Points clé, par Secteur / Division :

	Poursuite d'activités sur sites de réalisation	Surcoûts de réalisation	Décalage de signature de nouveaux contrats
E&E			
EPC	Ralentissement sur sites d'installation selon l'évolution des mesures sanitaires locales (Emirats arabes unis, Serbie, Ecosse, UK ..)	Extension de la durée des chantiers , et donc des coûts fixes liés	-
LAB	-	Extension de la durée des chantiers , et donc des coûts fixes liés	Décalage de commandes principalement sur l'activité "Marine Scrubbers"
O&M	Arrêt temporaire des centres de tri pendant le confinement en France	-	-
Services	Fermeture temporaire de deux sites , sur décision du client, réouverts ensuite	Extension de la durée des chantiers , et donc des coûts fixes liés	Baisse d'activité à l'été 2020 pour les services de proximité (période habituellement "haute")
I&S			
DSI	Reprise rapide de l'activité sur le site de La Seyne sur Mer, mais activité ralentie par le confinement, au premier semestre	-	-
BERTIN	-	-	Crainte de retards sur certains processus de décisions relatifs à des marchés publics, démarche commerciale à l'exportation rendue plus difficile

2 ACTIVITE

2.1 Enregistrement de commandes

2.1.1 Commandes Groupe par Secteur

(en millions d'euros)	2019			2020			Variation 2020/2019
	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé Fin juin	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé Fin juin	
Environnement & Energie	480,3	9,5	489,8	183,7	1,8	185,4	-62,1%
Innovation & Systèmes	31,7	23,3	55,0	44,6	41,6	86,2	+56,6%
Non affecté	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2	
TOTAL	512,0	32,8	544,8	228,5	43,4	271,8	-50,1%

Les commandes du Groupe pour le premier semestre 2020 s'élèvent à 271,8 millions d'euros contre 544,8 millions d'euros au 1er semestre 2019 et 172,2 millions d'euros au 1er semestre 2018.

2.1.2 Commandes Environnement & Energie

(en millions d'euros)	2019			2020			Variation 2020/2019
	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé Fin juin*	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé Fin juin	
E&E EPC	373,4	(2,0)	371,4	102,3	(7,7)	94,6	-74,5%
E&E LAB	3,0	1,5	4,5	27,3	0,7	28,0	+522,5%
E&E Services	22,9	8,4	31,3	7,9	8,2	16,1	-48,7%
E&E O&M	80,9	1,5	82,5	46,1	0,6	46,7	-43,3%
Environnement & Energie	480,3	9,5	489,8	183,7	1,8	185,4	-62,1%

* Retraité du reclassement de l'activité Géodur de la division E&E LAB vers la division E&E O&M.

Le Secteur Environnement & Energie est organisé en quatre « Business Divisions » :

- EPC : construction « clés en mains » de centres de valorisation énergétique des déchets et des biomasses ;
- LAB : systèmes de traitement de fumées pour usines de valorisation de déchets ménagers, systèmes de traitement de fumées pour moteurs de navires marchands, prestations de services liées ;
- Services : optimisation, réhabilitation, revamping et maintenance pour les centres de valorisation énergétique des déchets et des biomasses et les grandes installations de combustion ;
- O&M : exploitation et maintenance des centres de valorisation énergétique des déchets et des biomasses ainsi que systèmes d'extraction de métaux des cendres issues de l'incinération de déchets.

Division E&E EPC

La Division EPC a enregistré, au premier semestre 2020, 94,6 millions d'euros de commandes contre 371,4 millions d'euros au 30 juin 2019 ; la Division a ajusté son carnet de commandes de la valeur du périmètre « Génie Civil » du contrat de Lostock.

Au premier semestre 2019, la Division avait enregistré, l'ordre d'exécution de l'usine de valorisation de déchets de Lostock (Angleterre), pour la part « process », ainsi que celui de l'usine de Rambervilliers (France).

Division E&E LAB

La Division LAB a enregistré, au premier semestre 2020, 28 millions d'euros de commandes contre 4,5 millions d'euros au 30 juin 2019, avec les contrats principaux de Zuchwill (Suisse) – activité « traitement de fumées pour usines de valorisation de déchets ménagers, et Hammonia – activité « traitements de fumées pour moteurs de navires ».

Division E&E Services

La Division Services a enregistré, au premier semestre 2020, 16,1 millions d'euros de commandes contre 31,3 millions d'euros au 30 juin 2019.

Au premier semestre 2019, la Division avait enregistré d'importantes commandes de la société Albioma, relatives notamment à la centrale du Moule en Guadeloupe : conversion de combustible (charbon à biomasse), système de traitement de fumées.

Division E&E O&M

La Division O&M a enregistré, au premier semestre 2020, 46,7 millions d'euros de commandes contre 82,5 millions d'euros au 30 juin 2019.

Le Groupe avait bénéficié au premier semestre 2019 de l'extension du contrat d'exploitation d'une usine en concession en Angleterre, dans laquelle il a une participation minoritaire. A fin juin 2019, la Division a ainsi enregistré une commande significative, à hauteur de la rémunération fixe de ce contrat de cinq ans.

2.1.3 Commandes Innovation & Systèmes

(en millions d'euros)	2019			2020			Variation 2020/2019
	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé Fin juin	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé Fin juin	
I&S - Division Systèmes Industriels	13,8	3,6	17,4	24,3	22,8	47,1	+170,7%
I&S - BERTIN	17,8	19,8	37,7	20,3	18,8	39,1	+3,9%
Innovation & Systèmes	31,7	23,4	55,0	44,6	41,6	86,2	+56,6%

Deux « Business Divisions » constituent le Secteur Innovation & Systèmes :

- DSI : Division Systèmes Industriels ;
- Les filiales « Bertin ».

Les commandes du premier semestre 2020 s'établissent à 47,1 millions d'euros pour la Division Systèmes Industriels contre 17,4 millions d'euros au 30 juin 2019, avec un bon niveau d'enregistrement de commandes dans les activités « Dissuasion », « Nucléaire-Grands Instruments Scientifiques », et « Solutions Industrielles ».

Pour la Division Bertin, les commandes s'élèvent à 39,1 millions d'euros contre 37,7 millions d'euros au 30 juin 2019, soit une progression de 3,7 %.

2.2 Chiffre d'affaires

2.2.1 Chiffre d'affaires par Secteur

(en millions d'euros)	2019			2020			Variation 2020/2019
	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé Fin juin	1er Trimestre	2nd Trimestre	Réalisé Fin juin	
Environnement & Energie	77,8	102,5	180,2	99,0	98,7	197,6	+9,7%
Innovation & Systèmes	42,3	49,4	91,6	36,9	43,9	80,8	-11,8%
Non affecté	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	
TOTAL	120,0	151,8	271,8	135,9	142,7	278,6	+2,5%

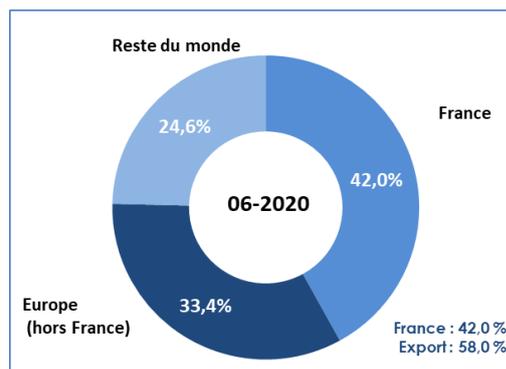
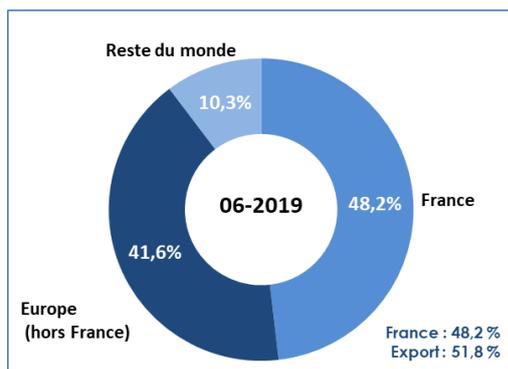
Le chiffre d'affaires du premier semestre 2020 s'élève à 278,6 millions d'euros, contre 271,8 millions d'euros au premier semestre 2019.

Le chiffre d'affaires du Secteur Environnement & Energie est en hausse de +9,7 % par rapport au premier semestre 2019, celui du Secteur Innovation & Systèmes en baisse de -11,8 %, ces évolutions résultant de l'avancement des contrats.

2.2.2 Chiffre d'affaires par zone géographique

Le chiffre d'affaires semestriel 2020 du Groupe a été réalisé à hauteur de 42,0 % en France, 33,4 % en Europe hors France et 24,6 % hors Europe.

Le chiffre d'affaire réalisé à l'export représente ainsi 58,0 % du chiffre d'affaires total au 30 juin 2020 (51,8 % à fin juin 2019, et 58,4 % à fin juin 2018).



2.3 Carnet de commandes

(en millions d'euros)	Carnet de commandes 01.01.2020	Commandes	Chiffre d'affaires	Carnet de commandes 30.06.2020
Environnement & Energie	1 113,2	185,4	197,6	1 101,0
Innovation & Systèmes	314,7	86,2	80,8	320,1
Non affecté	-	0,2	0,2	-
TOTAL	1 428,0	271,8	278,6	1 421,2

Le carnet de commandes du Groupe au 30 juin 2020 s'élevé à 1 421,2 millions d'euros, soit en légère baisse de - 0,5% par rapport au carnet du 1^{er} janvier 2020. La variation par Secteur se décompose comme suit :

- -1,1 % pour le Secteur Environnement & Energie ;
- +1,7 % pour le Secteur Innovation & Systèmes.

La répartition du carnet de commandes par Division est la suivante :

(en millions d'euros)	Carnet de commandes 01.01.2020	Commandes	Chiffre d'affaires	Carnet de commandes 30.06.2020	
Environnement & Energie	1 113,2	185,4	197,6	1 101,0	77%
E&E - EPC	891,0	94,6	128,7	857,0	60%
E&E - LAB	42,1	28,0	17,9	52,1	4%
E&E - Services	46,2	16,1	17,0	45,3	3%
E&E - O&M	134,0	46,7	34,0	146,6	10%
Innovation & Systèmes	314,7	86,2	80,8	320,1	23%
I&S - Division Systèmes Industriels	223,9	47,1	43,1	227,9	16%
I&S - BERTIN	90,8	39,1	37,7	92,2	6%
Non affecté	-	0,2	0,2	-	0%
TOTAL	1 428,0	271,8	278,6	1 421,2	100%

3 RESULTAT

Les états financiers condensés ont été préparés en utilisant les mêmes règles et méthodes comptables appliquées pour l'élaboration des comptes annuels au 31 décembre 2019, à l'exception des modifications citées dans la Note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

(en millions d'euros)	30.06.2019	30.06.2020
Chiffre d'affaires	271,8	278,6
EBITDA	(57,7)	(26,9)
Résultat opérationnel courant	(67,2)	(35,2)
Résultat opérationnel non courant	(14,9)	13,0
Résultat opérationnel	(82,2)	(22,1)
Entreprises mises en équivalence	2,6	0,9
Résultat opérationnel après quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	(79,6)	(21,2)
Résultat financier	(4,6)	(9,5)
Résultat avant impôt	(84,2)	(30,7)
Impôts	(0,8)	(2,6)
Résultat net de la période	(85,0)	(33,2)
Dont intérêts minoritaires	(5,2)	(0,9)
Résultat net (part du Groupe)	(79,8)	(32,3)

3.1 Résultat opérationnel courant et EBITDA par Secteur

La contribution des différents Secteurs au chiffre d'affaires et au résultat opérationnel courant ainsi que l'évolution par rapport à juin 2019 sont indiquées ci-après :

(en millions d'euros)	30.06.2019			30.06.2020		
	CA	ROC	ROC/CA %	CA	ROC	ROC/CA %
Environnement & Energie	180,2	(67,9)	(37,7)%	197,6	(25,2)	(12,8)%
Innovation et Systèmes	91,6	0,7	0,7%	80,8	(7,8)	(9,7)%
Non affecté	0,0	(0,0)		0,2	(2,2)	(1048,4)%
TOTAL	271,8	(67,2)	(24,7)%	278,6	(35,2)	(12,6)%

L'EBITDA sectoriel évolue comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2019			30.06.2020		
	CA	EBITDA	EBITDA/CA %	CA	EBITDA	EBITDA/CA %
Environnement & Energie	180,2	(64,1)	(35,6)%	197,6	(23,3)	(11,8)%
Innovation et Systèmes	91,6	6,4	7,0%	80,8	(3,6)	(4,5)%
Non affecté	0,0	(0,0)		0,2	(0,0)	(22,8)%
TOTAL	271,8	(57,7)	(21,2)%	278,6	(26,9)	(9,7)%

Secteur Environnement & Energie

- Le résultat de la Division EPC est impacté par une prise en compte d'une extension des délais de réalisation des contrats clés en mains, suite aux différentes mesures de confinement ou de restriction de circulation pris par les pays sur lesquels intervient le Groupe. Ces extensions de délai consécutives à la pandémie génèrent des augmentations de coûts, principalement par prolongation des coûts fixes de fonctionnement des sites de réalisation.
- La Division Lab a un résultat semestriel encore marqué par l'achèvement difficile du contrat de Hofor au Danemark ; l'activité « Marine Scrubbers » représente environ 40 % du chiffre d'affaires du semestre, réalisé avec une bonne rentabilité.
- La Division « Services » dégage une contribution négative au premier semestre, après prise en compte d'une augmentation des coûts de site pour un contrat en voie d'achèvement ; l'activité de « proximité » a été pénalisée par les mesures de confinement en France, réduisant l'activité au-delà de cette période.
- La Division « O&M » contribue positivement, de façon récurrente, au résultat.

Secteur Innovation & Systèmes

- Le résultat semestriel de la Division Systèmes Industriels est négatif, avec une activité réduite par les mesures sanitaires, et un avancement sur contrats en cours anticipé plus important au second semestre.
- Concernant Bertin, le chiffre d'affaires et le résultat sont de façon récurrente plus élevés au second semestre.

3.2 Résultat non courant

Conformément à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires résumés, le Groupe classe en « Autres produits opérationnels » et « Autres charges opérationnelles », les opérations non courantes de montant significatif et pouvant nuire à la lisibilité de la performance opérationnelle courante. Elles peuvent comprendre :

- *Les plus ou moins-values de cessions d'activités ou d'ensemble d'actifs ;*
- *Les coûts d'acquisition et d'intégration liés aux regroupements d'entreprises ;*
- *Les coûts de restructuration résultant de plans dont le caractère inhabituel et l'importance perturbent la lisibilité du résultat opérationnel courant ;*
- *Les provisions et les pertes de valeurs d'actifs corporels ou incorporels de matérialité significative ;*
- *Les coûts encourus ou estimés liés à facteurs exogènes indépendants de l'efficacité opérationnelle tels que des décisions politiques.*

Par ailleurs, conformément à la définition donnée dans le Document d'enregistrement universel 2019 du Groupe, enregistré le 29 juin 2020 par l'AMF, l'EBITDA est défini par le Résultat opérationnel hors dotation aux amortissements de l'exercice, hors dépréciation d'actifs non courants et hors impact des cessions d'actifs non courants.

Au premier semestre 2020, le Groupe a comptabilisé en résultat non courant :

- Les plus-values réalisées sur les cessions d'actifs réalisées sur le semestre, principalement la vente du siège parisien du Groupe ;
- Des dépréciations sur une participation mise en équivalence et sur le goodwill des divisions Systèmes industriels et Bertin ;
- Les coûts liés à la restructuration financière du Groupe.

3.3 Résultat des entreprises mises en équivalence

La contribution des entreprises mises en équivalence est de 0,9 millions d'euros, contre 2,6 millions d'euros au premier semestre 2019.

Cette contribution positive provient essentiellement des participations détenues par le Groupe dans trois unités de valorisation de déchets en Angleterre.

3.4 Résultat financier

Le résultat financier semestriel 2020 s'élève à – 9,5 millions d'euros, avec la décomposition suivante :

- Résultat net de change : - 7,0 millions d'euros ;
- Coût de l'endettement net : - 2,2 million d'euros.

Le poste « Résultat de change » inclut principalement le coût de portage (points de terme latents et réalisés) des instruments dérivés de change mis en place pour couvrir les flux futurs des contrats commerciaux ; la part « points de terme » des couvertures à terme en devises (systématiques sur contrats) est constatée en résultat financier, avec de fortes variations de la part latente.

3.5 Impôts

Le déficit du Groupe sur le périmètre d'intégration fiscale en France n'est pas activé.

3.6 Résultat net

Le résultat net consolidé « Part du Groupe », hors intérêts minoritaires, s'établit au 30 juin 2020 à – 32,3 millions d'euros.

4 FINANCEMENT / TRESORERIE

4.1 Tableau de flux de trésorerie

Les principaux éléments du tableau de flux de trésorerie des comptes consolidés condensés sont les suivants :

(en millions d'euros)	30.06.2019	30.06.2020
Capacité d'autofinancement	(51,4)	(35,7)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	(57,2)	(26,4)
Impôts payés	(0,0)	(1,4)
Flux liés aux investissements	(13,2)	34,4
Flux liés au financement	69,6	61,3
Autres	0,3	0,9
Variation de la trésorerie brute	(52,1)	33,0
Trésorerie brute d'ouverture	84,4	94,9
Trésorerie brute de clôture	32,4	127,9

La trésorerie est définie dans le tableau de flux de trésorerie par la trésorerie brute (détaillée en paragraphe 4.2), déduction faite des concours bancaires courants.

4.1.1 Capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement avant le coût de l'endettement financier et de l'impôt s'élève à - 35,7 millions d'euros au 30 juin 2020, contre - 51,4 millions d'euros à fin juin 2019.

Le résultat semestriel du 30 juin 2019 était beaucoup plus négatif qu'au premier semestre 2020, mais due en grande partie par des dotations aux provisions sur contrats.

4.1.2 Besoin en fonds de roulement

(en millions d'euros)	31.12.2019	30.06.2020	Variation	Variation non monétaire*	Variation BFR (TFT)
Stocks et encours	22,9	24,7	1,7	0,3	2,0
Avances et acomptes versés s/commandes	9,2	25,4	16,2	0,2	16,4
Clients & comptes rattachés	134,6	204,8	70,2	1,6	71,8
Produits à recevoir sur contrats	162,4	129,6	(32,8)	0,4	(32,5)
Créances fiscales & sociales	80,2	93,2	13,0	0,1	13,1
Autres actifs opérationnels courants	16,1	24,1	8,0	(11,1)	(3,1)
S/T ACTIF	425,4	501,7	76,3	(8,5)	67,8
Avances et acomptes reçus s/commandes	(33,1)	(49,9)	(16,8)	(0,0)	(16,8)
Fournisseurs	(156,6)	(119,7)	36,9	1,6	38,5
Produits constatés d'avance sur contrats	(108,1)	(147,1)	(39,0)	(0,0)	(39,0)
Dettes sociales et fiscales	(82,9)	(102,1)	(19,2)	(0,1)	(19,3)
Autres passifs opérationnels courants	(23,8)	(25,3)	(1,5)	(3,2)	(4,7)
S/T PASSIF	(404,6)	(444,2)	(39,6)	(1,7)	(41,4)
Besoin en Fonds de Roulement	20,9	57,5	36,6	(10,2)	26,4

* Ecart de conversion, périmètre, autres

Le besoin en fonds de roulement du Groupe a augmenté de 26,4 millions d'euros au cours du premier semestre 2020.

4.1.3 Investissements

Au premier semestre 2020, les flux liés aux investissements sont positifs à hauteur de 34,4 millions d'euros se décomposant en :

- Investissements corporels et incorporels : (6,8) millions d'euros ;
- Cessions d'actifs (principalement la cession du siège parisien du Groupe) : 41,9 millions d'euros ;
- Autres (variation des dépôts, avances, prêts) : (0,7) millions d'euros.

4.1.4 Flux de trésorerie affectés au financement

Les flux de trésorerie affectés au financement représentent un impact de 61,9 millions d'euros sur la période, se décomposant en :

- Une augmentation des emprunts pour 61,7 millions d'euros ;
- Un remboursement d'emprunts pour -2,8 millions d'euros ;
- Une mobilisation de créances pour 3,8 millions d'euros.

4.2 Trésorerie nette de tout endettement

(en millions d'euros)	31.12.2019	30.06.2020
Equivalents de trésorerie	10,1	0,1
Trésorerie	90,5	133,6
Trésorerie Brute	100,5	133,7
Passif financier non courant	(45,3)	(224,7)
Passif financier courant	(188,4)	(72,2)
Passif financier courant et non courant	(233,7)	(296,9)
Trésorerie nette de tout endettement	(133,2)	(163,3)

La trésorerie du Groupe, nette de tout endettement s'établit à -163,3 millions d'euros au 30 juin 2020 contre - 133,2 millions d'euros au 30 juin 2019 et comprend la dette de location en application de la norme IFRS16.

4.3 Endettement

(en millions d'euros)	31.12.2019			30.06.2020		
	Passif Financier non courant	Passif Financier courant	Total	Passif Financier non courant	Passif Financier courant	Total
Crédit de financement de l'investissement dans le groupe Exensor	-	24,0	24,0	17,9	6,0	23,9
Crédit de financement des travaux de la SCI Bassano	-	1,1	1,1	-	0,6	0,6
Tirage ligne de crédit renouvelable	-	120,0	120,0	119,4	-	119,4
Emprunt obligataire Martin GmbH	-	-	-	44,1	-	44,1
Financement Moyen Terme bancaire	-	-	-	-	30,0	30,0
Financement Moyen Terme de l'Etat (FDES)	-	-	-	-	8,8	8,8
Crédit de financement de projets de R&D	1,4	0,8	2,2	1,2	0,9	2,1
Autres emprunts	1,0	19,9	20,9	0,9	0,3	1,2
Emprunts	2,4	165,9	168,2	183,5	46,5	230,0
Dettes de location	16,1	4,5	20,7	14,4	3,8	18,3
Avances remboursables	6,2	0,6	6,8	6,2	0,5	6,7
Cessions de créances	20,4	11,4	31,8	20,3	15,3	35,6
Autres passifs financiers	0,3	0,4	0,6	0,3	0,4	0,6
PASSIF FINANCIER BRUT	45,3	182,7	228,0	224,7	66,5	291,1
Concours bancaires, comptes courants	-	5,7	5,7	-	5,8	5,8
PASSIF FINANCIER NET	45,3	188,4	233,7	224,7	72,2	296,9

L'endettement net du Groupe s'établit à 296,9 millions d'euros au 30 juin 2020.

Le Groupe bénéficie d'une ligne de crédit syndiqué (multidevises), renouvelée en décembre 2017 pour une durée initiale de cinq ans, étendue à six ans en 2018, d'un montant de 120 millions d'euros, utilisée en totalité au 30 juin 2020.

Les principales variations de l'endettement par rapport au 31 décembre 2019 résultent de la mise en œuvre du protocole de conciliation détaillée en paragraphe 1 :

- Souscription par la société Martin GmbH d'un emprunt obligataire de 45 millions d'euros ;
- Tirage de 30 millions d'euros sur le nouveau financement bancaire - d'un montant maximal de 35 millions d'euros - mis en place dans le cadre du protocole de conciliation
- Mise en place d'un prêt de l'Etat (FDES) à hauteur de 8,8 millions d'euros.

Par ailleurs le montant des cessions de créances commerciales et fiscales est de 35,6 millions d'euros au 30 juin 2020, contre 31,8 millions d'euros au 31 décembre 2019.

4.4 Liquidité

Le niveau de liquidités du Groupe est fortement amélioré en fin de semestre par la mise en œuvre des financements prévus au protocole de conciliation, avec au 30 juin 2020 :

- une trésorerie brute de 133,7 millions d'euros
- un montant disponible non tiré de 5 millions d'euros sur le nouveau financement bancaire mis en place.

4.5 Capitaux propres

L'évolution des capitaux propres du Groupe est la suivante :

(en millions d'euros)	Capitaux propres Groupe
1 janvier 2020	(18,8)
Résultat du premier semestre 2020	(32,3)
Autres éléments du résultat global, variations de périmètre, opérations sur actions propres	10,9
30 juin 2020	(40,2)

5 COMPTES SOCIAUX DE CNIM GROUPE S.A.

5.1 Résultats

Les principaux éléments du compte de résultat de la Société-mère, CNIM Groupe SA sont les suivants :

(en millions d'euros)	30.06.2019	30.06.2020
Chiffre d'affaires	168,6	117,0
Résultat d'exploitation	(49,4)	(29,5)
Résultat financier	3,6	(3,0)
Résultat exceptionnel	(9,5)	(8,4)
Impôts et participation	3,3	1,4
Résultat net	(51,9)	(39,4)

La société mère du Groupe, compte tenu des apports d'activité réalisés au 31 décembre 2019 aux Divisions « E&E Services, « E&E O&M » et « I&S DSI », porte au premier semestre 2020 essentiellement l'activité de la Division « E&E EPC ».

5.2 Trésorerie

La trésorerie brute de la Société s'élève à 96,5 millions d'euros au 30 juin 2020.

6 PERSPECTIVES

La mise en œuvre du programme d'adossement prévu au protocole de conciliation pourrait faire évoluer le périmètre des activités du Groupe à un horizon 2021, sans qu'il soit possible de préciser cet impact à la date d'arrêté des comptes semestriels.

A périmètre constant, compte tenu notamment d'une contribution encore négative de ses Divisions E&E EPC et E&E Services, le Groupe anticipe un Ebitda 2020 négatif.

Après prise en compte des mesures gouvernementales de soutien (hors mobilisation de prêt garanti) et sans que cela ne constitue une prévision en tant que telle, l'impact négatif de la crise « COVID-19 » sur la liquidité du Groupe est estimé significatif, mais à un niveau compatible avec le maintien d'un niveau de liquidité excédentaire.

7 ANALYSE DE RISQUES

Ces risques sont décrits en note 2.7 du Document d'enregistrement universel 2019.

8 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Toutes les transactions avec des parties liées ont été réalisées sur la base de conditions commerciales normales.

9 ÉVÉNEMENTS POST-CLOTURE

Cession d'actifs

Le Groupe a conclu avec le fonds d'investissement ICON Infrastructure un accord relatif à la cession de ses participations minoritaires indirectes dans les sociétés HWS, DWS, WWS, propriétaires d'usines de valorisation de déchets en Angleterre.

Les conditions suspensives à la réalisation de cet accord ont été levées le 23 juillet, permettant de finaliser la transaction.

Changement de gouvernance

Le 31 juillet 2020, l'Assemblée Générale des actionnaires de CNIM Groupe a approuvé le projet de transformation de CNIM Groupe en Société Anonyme à Conseil d'administration.

En conséquence, les mandats des membres du Directoire et du Conseil de surveillance ont pris fin. La Société est désormais administrée et dirigée par un Conseil d'administration et un Directeur Général, en relation hiérarchique directe avec chaque Directeur de Division.

Monsieur Nicolas Dmitrieff a été nommé, lors de cette Assemblée, administrateur puis, par le Conseil d'administration qui s'en est suivi, Président du Conseil d'administration.

Le mandat de Directeur Général de CNIM Groupe de Monsieur Burgard, confié à ce dernier par le Conseil de surveillance du 26 mai 2020, a été confirmé par le Conseil d'administration en date du 31 juillet. Il est précisé que Monsieur Burgard a précédemment été nommé administrateur par l'Assemblée Générale du 31 juillet.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RESUMES

1	État de la situation financière consolidée intermédiaire	17
2	Compte de résultat consolidé intermédiaire	18
3	État du résultat global consolidé intermédiaire.....	19
4	Etat des variations des capitaux propres consolidés intermédiaire.....	19
5	Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaire.....	20
	Notes annexes aux comptes consolidés.....	21

1 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE INTERMEDIAIRE

(en milliers d'€)	Note	30.06.2020	31.12.2019
Immobilisations incorporelles	11	24 214	23 889
Goodwill	12	61 940	72 752
Immobilisations corporelles	13	52 052	52 180
Droits d'utilisation		19 946	22 382
Participations dans les entreprises mises en équivalence	14	7 896	25 491
Autres actifs financiers non courants	15	17 746	17 647
Impôts différés actifs		6 750	6 492
ACTIF NON COURANT		190 543	220 833
Stocks et en-cours		24 671	22 923
Avances et acomptes versés sur commandes		25 416	9 202
Clients et comptes rattachés		204 798	134 603
Produits à recevoir sur contrats		129 591	162 422
Créances fiscales et sociales		94 187	81 254
Autres actifs opérationnels courants		24 072	16 081
Trésorerie et équivalents de trésorerie		133 666	100 546
ACTIF COURANT		636 402	527 031
Actifs destinés à la vente	3	15 092	8 574
TOTAL DES ACTIFS CONSOLIDES		842 037	756 438

(en milliers d'€)	Note	30.06.2020	31.12.2019
Capital	16	6 056	6 056
Primes		7 237	7 237
Réserves		(21 164)	168 657
Résultat net		(32 336)	(200 702)
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		(40 207)	(18 752)
Intérêts ne donnant pas le contrôle (Réserves)		2 178	3 555
Intérêts ne donnant pas le contrôle (Résultat)		(901)	(1 368)
INTÉRÊTS NE DONNANT PAS DE CONTRÔLE		1 277	2 187
Emprunts et dettes financières	17	210 256	29 165
Dettes de location non courantes	17	14 431	16 142
Provisions pour engagements retraite et avantages assimilés	18	21 329	20 976
Autres provisions non courantes	19	10 765	13 255
Impôts différés passif		1 537	714
PASSIF NON COURANT		258 318	80 251
Passifs financiers courants	17	68 385	183 888
Dettes de location courantes	17	3 845	4 539
Provisions courantes	19	103 213	97 710
Fournisseurs et comptes rattachés		119 931	156 814
Produits constatés d'avance sur contrats		197 062	141 295
Dettes fiscales et sociales		104 901	84 737
Autres passifs opérationnels courants		25 313	23 768
PASSIF COURANT		622 649	692 752
Passifs destinés à la vente	3	-	-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS CONSOLIDES		842 037	756 438

2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE INTERMEDIAIRE

(en milliers d'€)	Note	30.06.2020	30.06.2019
Chiffre d'affaires	6	278 643	271 834
Production stockée		(567)	2 931
Subventions d'exploitation		6 810	6 831
Autres produits courants		4 213	13 425
Achats et variation de stocks		(167 986)	(178 589)
Autres achats externes		(38 552)	(48 118)
Impôts, taxes et assimilés		(5 082)	(3 357)
Charges de personnel		(95 633)	(97 445)
Dotation aux amortissements		(8 211)	(9 500)
Variation des provisions		(2 569)	(18 572)
Autres charges courantes		(6 220)	(6 690)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		(35 154)	(67 248)
Autres produits (charges) non courants	7	13 016	(14 911)
RESULTAT OPERATIONNEL		(22 138)	(82 159)
QP du résultat net des entreprises mises en équivalence	14	941	2 553
RESULTAT OPERATIONNEL APRES QP DU RESULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE		(21 197)	(79 606)
Coût de l'endettement financier net	8	(2 229)	(671)
Résultat de change	8	(6 990)	(3 999)
Autres produits (charges) financiers	8	(251)	43
RESULTAT FINANCIER	8	(9 470)	(4 626)
RESULTAT AVANT IMPOT		(30 666)	(84 232)
Charge d'impôt sur le résultat	9	(2 571)	(755)
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		(33 237)	(84 987)
RESULTAT NET DE LA PERIODE		(33 237)	(84 987)
dont attribuable :			
. aux actionnaires de la société mère		(32 336)	(79 773)
. aux intérêts ne donnant pas le contrôle		(901)	(5 214)
Résultat net par action (en €)			
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de la société mère	10	(11,45)	(28,21)
Résultat dilué par action attribuable aux actionnaires de la société mère	10	(11,45)	(28,21)
Résultat net par action des activités poursuivies		(11,76)	(30,06)

3 ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE INTERMEDIAIRE

(en milliers d'€)	Note	30.06.2020	30.06.2019
RÉSULTAT NET DE LA PERIODE		(33 237)	(84 987)
Écarts actuariels sur engagements de retraite, brut	18	(57)	(2 264)
Impôt sur les éléments non recyclables		11	727
Éléments non recyclables		(46)	(1 537)
Écarts de conversion		(2 998)	(95)
Gains (pertes) nets sur instruments de couverture, brut		14 329	11 002
Impôt sur les éléments recyclables		(355)	(3 560)
QP des éléments recyclables des entreprises mises en équivalence, net	14	(50)	(1 742)
Éléments recyclables		10 926	5 605
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL		10 879	4 068
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ		(22 357)	(80 920)
dont attribuable :			
. aux actionnaires de la société mère		(21 447)	(74 952)
. aux intérêts ne donnant pas le contrôle		(910)	(5 968)

4 ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES INTERMEDIAIRE

(en milliers d'€)	Note	Capital	Primes	Réserve engagement retraite	Réserve couverture	Écart de conversion	Autres réserves	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres attribuables aux intérêts ne donnant pas le contrôle	TOTAL CAPITAUX PROPRES
31.12.2019 publié		6 056	7 237	(6 081)	(3 493)	(8 799)	(13 673)	(18 752)	2 187	(16 565)
Résultat net de la période				(32 336)				(32 336)	(901)	(33 237)
Autres éléments du résultat global				(46)	13 946	(3 011)	-	10 889	(9)	10 879
Résultat global de la période		-	-	(46)	13 946	(3 011)	(32 336)	(21 447)	(910)	(22 357)
Distribution de dividendes							0	0	-	0
Variations de périmètre							-	-	-	-
Opérations sur actions propres							(8)	(8)	-	(8)
Autres		(0)	(0)	-	-	-	0	0	0	0
30.06.2020		6 056	7 237	(6 127)	10 453	(11 809)	(46 017)	(40 207)	1 277	(38 930)

(en milliers d'€)	Note	Capital	Primes	Réserve engagement retraite	Réserve couverture	Écart de conversion	Autres réserves	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres attribuables aux intérêts ne donnant pas le contrôle	TOTAL CAPITAUX PROPRES
31.12.2018 publié		6 056	7 237	(9 352)	(1 038)	(10 352)	193 746	186 298	3 770	190 069
Impacts IFRS 16		-	-	-	-	-	-	-	-	-
01.01.2019		6 056	7 237	(9 352)	(1 038)	(10 352)	193 746	186 298	3 770	190 069
Résultat net de la période				(79 773)				(79 773)	(5 214)	(84 987)
Autres éléments du résultat global				(1 540)	6 483	(122)	-	4 821	(754)	4 068
Résultat global de la période*		-	-	(1 540)	6 483	(122)	(79 773)	(74 952)	(5 968)	(80 920)
Distribution de dividendes							0	0	(0)	(0)
Variations de périmètre							(148)	(148)	292	144
Opérations sur actions propres							(84)	(84)	-	(84)
Autres		(0)	-	-	-	-	8	8	3	10
30.06.2019 publié		6 056	7 237	(10 891)	5 445	(10 473)	113 749	111 122	(1 903)	109 220

5 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES INTERMEDIAIRE

(en milliers d'€)	Note	30.06.2020	30.06.2019
Résultat net de la période		(33 237)	(84 987)
Résultat net des activités poursuivies		(33 237)	(84 987)
Elimination de la QP du résultat net des entreprises mises en équivalence	14	(941)	(2 553)
Elimination des amortissements et provisions		26 052	34 699
Elimination des plus ou moins values de cession		(32 372)	(21)
Elimination des produits de dividendes		(2)	(2)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et impôt		(40 500)	(52 865)
Elimination de la charge d'impôt	9	2 571	755
Elimination du coût de l'endettement financier net	8	2 229	671
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		(35 701)	(51 439)
Total Incidence de la variation du BFR lié à l'activité		(26 433)	(57 245)
Impôts payés (incluant la C.V.A.E)		(1 362)	(25)
Flux net généré par (affecté à) l'activité (A)		(63 496)	(108 710)
Acquisitions (cessions) d'entreprises /activités, nettes de la trésorerie acquise		(0)	(2 551)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(6 790)	(9 872)
Acquisition d'actifs financiers		(269)	(852)
Cessions actifs financiers		(0)	15
Variation des avances et prêts consentis		(656)	(493)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		41 884	240
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et des sociétés non consolidées		205	315
Flux net provenant des (affecté aux) investissements (B)		34 374	(13 199)
Dividendes versés par la société mère		-	0
Dividendes payés aux minoritaires		-	0
Cession (acquisition) nette d'actions propres		404	45
Emissions d'emprunts	17	61 703	70 395
Remboursements d'emprunts	17	(2 797)	(9 565)
Intérêts financiers versés	17	(1 837)	(874)
Autres opérations de financement		3 816	9 555
Flux net provenant du (affecté au) financement (C)		61 289	69 556
Incidence de la variation des taux de change (D)		869	266
Incidence de la variation des taux de change - activités abandonnées		-	-
VARIATION DE TRÉSORERIE A+B+C+D		33 036	(52 087)
Trésorerie d'ouverture		94 859	84 435
Equivalent de trésorerie		80	324
Trésorerie		133 586	35 789
Trésorerie brute		133 666	36 113
Concours bancaires courants	17	(5 771)	(3 763)
Trésorerie de clôture		127 895	32 350
Dont trésorerie des activités poursuivies		127 895	32 350
VARIATION DE TRÉSORERIE		33 036	(52 087)

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1	Bases de préparation des états financiers consolidés, principes et méthodes comptables.	22
NOTE 2	Évènements importants de la période	23
NOTE 3	Actifs destinés à la vente	26
NOTE 4	Périmètre de consolidation	26
NOTE 5	Informations sectorielles	27
NOTE 6	Produits des activités ordinaires	28
NOTE 7	Autres produits (charges) non courants	29
NOTE 8	Résultat financier	30
NOTE 9	Impôts	30
NOTE 10	Résultat par action	31
NOTE 11	Immobilisations incorporelles	31
NOTE 12	Goodwill	32
NOTE 13	Immobilisations corporelles	33
NOTE 14	Participations dans les entreprises mises en équivalence	34
NOTE 15	Autres actifs financiers non courants	35
NOTE 16	Capitaux propres	35
NOTE 17	Emprunts et dettes financières	36
NOTE 18	Engagements de retraite et avantages assimilés	37
NOTE 19	Autres provisions pour risques et charges	38
NOTE 20	Engagements hors bilan	38
NOTE 21	Passifs éventuels	38
NOTE 22	Exposition aux risques	38
NOTE 23	Evènements postérieurs à la date de clôture	38

Le 31 juillet 2020, le Directoire a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe CNIM pour le semestre clos le 30 juin 2020.

CNIM Groupe SA (société mère) est une société anonyme cotée, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 662 043 595 et dont le siège social est domicilié au 35 rue de Bassano, à Paris.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas de figure, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et sous-totaux figurant dans les tableaux.

Cette annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2020.

NOTE 1 Bases de préparation des états financiers consolidés, principes et méthodes comptables

A. Normes applicables

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2020 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2020.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting_en

La norme IAS 34 prévoit que, s'agissant de comptes consolidés intermédiaires résumés, ceux-ci n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation de comptes consolidés annuels et doivent donc être lus en relation avec les comptes consolidés du Groupe de l'exercice clos au 31 décembre 2019. Ces derniers sont présentés dans le document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 29 juin 2020 (D.20-0628).

Les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers consolidés semestriels résumés sont conformes à ceux retenus pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2019 à l'exception des nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire à partir du 1er janvier 2020 et présentées ci-après et des dispositions spécifiques d'IAS 34 utilisées pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés décrites dans le paragraphe B ci-dessous.

En particulier, les conventions d'image fidèle, de continuité d'exploitation et de permanence des méthodes ont été appliquées.

a. Nouveaux textes d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2020

Les textes suivants, d'application obligatoire au 1er janvier 2020 n'ont pas d'effet sur les états financiers consolidés du Groupe :

- Amendements à IFRS 3 « Définition d'une entreprise » ;
- Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7: « Réforme des taux d'intérêt de référence » ;
- Amendements à IAS 1 et IAS 8 « Définition du terme significatif ».

b. Nouveaux textes IFRS adoptés par l'Union européenne non encore d'application obligatoire

Il n'existe pas de texte IFRS adopté par l'Union européenne non encore d'application obligatoire.

c. Textes non encore adoptés par l'Union européenne

Les textes suivants ne sont pas encore adoptés par l'Union européenne :

- Amendement à IFRS 16 : « Allègements de loyer liés au Covid-19 » ;
- Amendements à IFRS 3 : « Référence au cadre conceptuel » ;
- Amendements à IAS 1 : « Classement des passifs en tant que passifs courants et non courants » ;
- Amendements à IAS 16 « Produits générés avant l'utilisation prévue » ;
- Amendements à IAS 37 : « Contrats déficitaires » ;
- Amélioration des normes IFRS – Cycle 2018- 2020.

Le Groupe n'attend pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés quant à l'application de ces textes.

B. Principes comptables et méthodes d'évaluation spécifiques appliquées par le Groupe dans le cadre des arrêtés intermédiaires

Engagements de retraite et avantages assimilés

Il n'est pas effectué de nouveau calcul actuariel complet à la clôture des comptes consolidés intermédiaires résumés.

La charge comptabilisée sur la période au titre des engagements de retraite et avantages assimilés correspond au prorata des charges estimées sur l'année, calculées sur la base des hypothèses actuarielles du 31 décembre 2019.

Les impacts liés aux variations d'hypothèses sur les avantages postérieurs à l'emploi intervenues sur la période (taux d'actualisation et taux d'inflation à long terme) ne sont pas matériels pour les comptes du Groupe.

NOTE 2 Évènements importants de la période

Restructuration financière

Fortement impacté par les pertes subies sur l'exercice et par la consommation de trésorerie qui en a découlé, le Groupe a initié en 2019 un processus de restructuration financière en relation étroite avec l'ensemble de ses partenaires incluant le pool bancaire et assureurs-crédit (intervenant dans les émissions de garanties bancaires), l'Etat, ainsi que Martin GmbH (partenaire industriel historique de CNIM).

Ce processus, qui a donné lieu à la nomination d'un mandataire ad hoc par le Tribunal de Commerce le 12 novembre 2019 pour assister le Groupe dans ses discussions, et à l'ouverture d'une procédure de conciliation confirmée par ordonnance le 2 janvier 2020, a conduit les parties à signer un premier accord en mars 2020 avant de finaliser un protocole de conciliation global en avril 2020 devant permettre au Groupe de pérenniser ses activités à moyen terme. Ce protocole a été homologué par jugement du Tribunal de Commerce de Paris en date du 23 juin 2020.

Les mesures relatives à cette restructuration financière sont les suivantes :

		Nature	Nominal (en millions d'euros)	Intérêt	Échéance	Contrepartie
Premier accord signé le 16 mars 2020						
Prêt relais adossé à la cession du siège social	(2)	Financement	30,6 27,5 3,1	Eurib+5%	-	Pool bancaire Etat (FDES)
Ligne de cautions bancaires	(1)	Garantie	88,4	-	31/03/20	Pool Bancaire
Protocole de conciliation signé le 29 avril 2020						
Emission obligataire		Financement	45,0	5%	31/12/25	Martin GmbH
Financement MT		Financement	43,8 35,0 8,8	Eurib+6%	30/04/21	Pool bancaire Etat (FDES)
Nouvelle ligne de cautions bancaires	(1)	Garantie	170,8	-	31/03/21	Pool Bancaire
Ligne de caution bancaire Sharjah		Garantie	18,2	-	-	First Abu Dhabi Bank

(1) Ces lignes couvrent notamment les garanties de performance que le Groupe doit émettre pour signer des contrats de construction ainsi que des cautions de restitution d'acompte permettant d'obtenir des règlements accélérés de la part de certains clients (ces règlements accélérés représentent 63 millions d'euros qui constituent de fait des avances).

La nouvelle ligne de cautions bancaires vient en complément de la ligne de cautions bancaires octroyées dans le premier accord du 16 mars 2020. La partie non utilisée de la ligne du premier accord, soit 51,7 millions d'euros, a été intégrée au protocole de conciliation, conduisant à une nouvelle ligne confirmée totale disponible de 222,5 millions d'euros.

Une part significative de ces lignes bénéficie d'une contre-garantie de BPI Assurance Export (bénéfice limité à 50% de la garantie donnée). Cette contre-garantie, s'élevant à 134 millions d'euros, a été mise en place au cours du 2nd semestre 2019 pour faciliter l'octroi de nouvelles garanties par le pool bancaire.

La date d'échéance indiqué correspond à la date de disponibilité de la ligne pour tirage.

(2) Le Groupe a procédé le 17 avril 2020 à la vente de son siège parisien, pour un montant de 41,3 millions d'euros, et a remboursé le prêt relais associé à cette cession. La date d'échéance indiqué correspond à la date de disponibilité de la ligne pour tirage.

Ces mesures sont assorties des engagements suivants pris par le Groupe CNIM :

- sécurisation des engagements de Martin GmbH, des partenaires bancaires et assureurs crédit, de l'Etat par le nantissement des titres de l'ensemble des filiales du Groupe et par la mise en fiducie des filiales en France conférant à leurs bénéficiaires (i) des droits de regard ou de veto sur certaines décisions susceptibles d'affecter leurs droits ou leurs intérêts et (ii) la capacité d'en prendre le contrôle en cas de survenance de certains événements adverses ou à l'issue d'une période de 12 mois. Au regard des faits et circonstances existants en date d'entrée en vigueur de ces fiducies, la Société en conserve toutefois le contrôle opérationnel ;

- engagement du Groupe de réaliser un programme d’adossement portant sur l’ensemble de ses activités (secteurs Environnement & Energie et Innovation & Systèmes) auprès d’un ou plusieurs partenaires lui permettant de pérenniser ses activités. L’objectif premier de ce programme est un adossement global du Groupe qui consistera en la recherche d’un ou plusieurs tiers acquéreurs de l’intégralité des titres ou, à défaut, d’une participation majoritaire dans CNIM Groupe SA ; toutefois, les modalités de réalisation de ce programme peuvent être variables en fonction des circonstances (prises de participation réalisées cumulativement au niveau des filiales principales ou adossement partiel au niveau d’un secteur par exemple) et peuvent inclure la cession de certains d’actifs individuels. L’exécution de ce programme est susceptible de conduire la Société à déconsolider les participations ou actifs concernés ou à procéder à des regroupements au sein des « actifs destinés à la vente ».

Le Groupe bénéficie par ailleurs d’un moratoire accordé par la Commission départementale des Chefs des Services Financiers (CCSF) lui permettant de reporter le paiement de charges sociales et fiscales à hauteur de 13 millions d’euros (règlements progressifs sur un an à compter de mai 2020).

Enfin, les crédits de financement historiques (ligne de crédit renouvelable et financement de l’investissement Exensor) ne sont plus soumis à aucun ratio de covenant dont le non-respect rendrait le remboursement exigible sur demande des prêteurs.

Covid 19

Les principaux risques identifiés à date auxquels le Groupe a été confronté du fait de cette crise sont les suivants :

- Santé du personnel (risque de contagion) ;
- Absentéisme du personnel CNIM ou sous-traitants sur sites de réalisation ;
- Restrictions de déplacement de personnel CNIM empêchant la réalisation de contrats ;
- Arrêts d’activité (usines/sites/ chantiers) ;
- Demandes de donneurs d’ordre de fermer des sites ou d’arrêter des chantiers ;
- Défaillances sous-traitants/fournisseurs ;
- Retards de livraison d’équipements ou produits clefs ;
- Baisse de productivité liée au télétravail ;
- Annulation ou report de prises de commandes ou d’avenants potentiels.

A ce jour, les principaux impacts de la crise ont été les suivants :

- A l’échelle du Groupe :
 - La majorité des chantiers clients, des ateliers et sites d’exploitation du Groupe sont restés en activité dans des conditions toutefois adaptées donc avec des ralentissements ;
 - La grande majorité des sites administratifs du Groupe en France a été fermée à compter du début de la période de confinement (17 mars 2020) et les collaborateurs pouvant exercer leurs activités à distance ont été mis en télétravail ;
 - Le Groupe a mis en œuvre certains éléments du dispositif d’accompagnement gouvernemental ouverts aux entreprises françaises et anglaises, notamment l’activité partielle et le report d’échéances de dettes fiscales et sociales.
- Par Secteur / Division :

	Activité réduite sur sites de réalisation	Surcoûts de réalisation	Décalage de signature de nouveaux contrats
Environnement & Energie			
EPC	Ralentissement sur sites d’installation selon l’évolution des mesures locales de protection (cf Emirats arabes unis, Serbie, Ecosse, UK ..)	Extension de la durée des chantiers , et donc des coûts fixes liés	-
LAB	-	Extension de la durée des chantiers , et donc des coûts fixes liés	Constaté sur l’activité "Marine Scrubbers"
O&M	Arrêt temporaire des centres de tri pendant le confinement en France	-	-

Services	Fermeture temporaire de deux sites , sur décision du client, réouverts depuis	Extension de la durée des chantiers , et donc des coûts fixes liés	Baisse d'activité à l'été 2020 pour les services de proximité (période habituellement "haute")
Innovation & Systèmes			
DSI	Reprise assez rapide de l'activité sur le site de La Seyne sur Mer	-	-
BERTIN	-	-	Crainte de retards sur certains processus de décisions relatifs à des marchés publics, démarche commerciale à l'exportation rendue plus difficile

Projections de liquidité à horizon 2020/2021

Au-delà des effets de la restructuration financière décrite ci-dessus, la direction du Groupe a fondé son hypothèse de continuité d'exploitation sur la base de l'établissement d'un business plan et de projections de flux de trésorerie sur les années 2020 et 2021 mis à jour en parallèle du processus d'arrêté des comptes.

Les projections de flux de trésorerie ainsi mises à jour résultent notamment d'une analyse contrat par contrat du jalonnement de termes de paiements clés (clients et fournisseurs) sur les contrats en exécution et d'hypothèses de nouvelles commandes (notamment 1 à 2 prises de commandes EPC significatives par an à compter de 2021). Le positionnement de ces flux de trésorerie dans le temps a été réalisé sur une base prudentielle mais comporte un risque inhérent de non réalisation d'un flux d'encaissement à une date donnée ou de sous-estimation de flux de décaissements.

Avant prise en compte des problématiques posées par la crise sanitaire causée par l'épidémie Covid-19, ces projections de flux de trésorerie, au regard des moyens de financement existants et devant être mis en place aux termes des deux protocoles susmentionnés, font ressortir un niveau de liquidités excédentaire.

La crise du Covid-19 étant extrêmement évolutive, partout dans le monde, et dans un contexte d'incertitude forte sur sa durée, son ampleur et sa localisation, le Groupe n'est pas en mesure d'évaluer avec fiabilité les impacts financiers induits par la crise sanitaire actuelle. Avec toutes les limites qui s'imposent dans le contexte actuel, le Groupe a néanmoins estimé l'impact que cette crise pourrait avoir sur ses flux de trésorerie futurs, en retenant notamment, pour ses principaux contrats, des hypothèses :

- d'extension de la durée totale de réalisation des contrats, induisant notamment une augmentation des frais de site, ainsi que des décalages de l'ensemble des jalons de paiements résiduels sur une durée correspondant à la durée de confinement annoncée localement (entre un et deux mois selon les contrats/pays) ;
- de reports de signature de contrats pour certaines de ses activités.

Après prise en compte des mesures gouvernementales de soutien (hors mobilisation de prêt garanti) et sans que cela ne constitue une prévision en tant que telle, l'impact négatif sur la liquidité du Groupe est ainsi estimé, en valeur maximale cumulée, à un niveau significatif mais compatible avec le maintien d'un niveau de liquidité excédentaire.

La Direction du Groupe a conclu, sur cette base, qu'il n'y avait pas lieu de remettre en cause l'hypothèse de continuité d'exploitation.

NOTE 3 Actifs destinés à la vente

(en milliers d'€)	Midlands	Bertin Energie Environnement	Technoplus Industries	TOTAL
Immobilisations incorporelles	-	251	-	251
Goodwill	-	620	-	620
Immobilisations corporelles	-	27	-	27
Droits d'utilisation	-	-	-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	11 894	-	2 000	13 894
Autres actifs financiers non courants	-	300	-	300
Impôts différés actifs	-	-	-	-
ACTIF NON COURANT	11 894	1 198	2 000	15 092
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés	-	-	-	-
Produits à recevoir sur contrats	-	-	-	-
Créances fiscales et sociales	-	-	-	-
Autres actifs opérationnels courants	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-	-
ACTIF COURANT	-	-	-	-
TOTAL DES ACTIFS DESTINES A LA VENTE	11 894	1 198	2 000	15 092
PASSIFS RELATIFS A DES ACTIFS DESTINES A LA VENTE	-	-	-	-

Midlands

Le Groupe a conclu un accord relatif à la cession de ses participations minoritaires indirectes dans les sociétés Dudley Waste Services Ltd, Hanford Waste Services Holding Ltd, Wolverhampton Waste Services Ltd au fonds d'investissement iCON Infrastructure. La réalisation de cet accord est soumise à une autorisation des co-actionnaires et prêteurs de ces sociétés. Les conditions suspensives ont été levées le 23 juillet 2020 (voir Note 23).

Bertin Energie Environnement

Le Groupe est entré en négociations exclusives avec Naldeo Group en vue de la cession de l'activité d'Ingénierie et de Conseil en Energie et Environnement de sa filiale Bertin Technologies, « Bertin Energie Environnement ».

Bertin Energie Environnement s'appuie sur 70 ingénieurs, principalement présents à Saclay (Île-de-France) et Tarnos (Sud-Ouest), et bénéficie d'une forte notoriété auprès de grands comptes industriels, des énergéticiens et des territoires, auxquels il apporte ses expertises technologiques et industrielles variées.

Le rapprochement envisagé permettra le développement conjoint des activités en s'appuyant sur un ADN commun d'expertise technique, sur une forte capacité d'innovation et sur des compétences dans le digital et les énergies décarbonées.

Ce projet, qui fera l'objet d'une procédure d'information et de consultation auprès des instances représentatives du personnel concernées, pourrait être finalisé dès l'automne 2020.

Technoplus Industries

Le Groupe a entériné des négociations pour la cession de sa participation minoritaire dans la société Technoplus Industries, filiale du groupe Impala.

Technoplus Industries est spécialisée dans l'usinage de composants mécaniques critiques ainsi que dans la conception, la réalisation et la qualification de systèmes mécaniques et d'outillages spécifiques pour les domaines du Nucléaire, de l'Aéronautique, du Spatial et de la Défense.

NOTE 4 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation du Groupe n'a pas varié au cours du premier semestre 2020.

NOTE 5 Informations sectorielles

Informations par secteur opérationnel

Les informations sectorielles IFRS, revues par le principal décideur opérationnel, sont présentées ci-dessous.

(en milliers d'€)	Environnement & Energie		Innovation & Systèmes		Autres		TOTAL	
	30.06.2020	30.06.2019	30.06.2020	30.06.2019	30.06.2020	30.06.2019	30.06.2020	30.06.2019
Chiffre d'affaires	197 632	180 231	80 805	91 603	205	-	278 643	271 834
Résultat opérationnel	(22 863)	(82 714)	(22 302)	555	23 027	-	(22 138)	(82 159)
QP du résultat net des entreprises mises en équivalence	514	2 441	427	112	-	-	941	2 553
Résultat opérationnel après QP du résultat net des entreprises mises en équivalence	(22 348)	(80 273)	(21 875)	667	23 027	-	(21 197)	(79 606)

(en milliers d'€)	Environnement & Energie		Innovation & Systèmes		Autres		Total	
	30.06.2020	31.12.2019	30.06.2020	31.12.2019	30.06.2020	31.12.2019	30.06.2020	31.12.2019
Immobilisations incorporelles	1 646	2 117	20 606	21 772	1 962	-	24 214	23 889
Goodwill	31 717	31 717	30 223	41 035	-	-	61 940	72 752
Immobilisations corporelles	10 485	15 045	23 479	37 135	18 088	-	52 052	52 180
Droits d'utilisation	6 445	8 033	13 364	14 349	138	-	19 946	22 382
Autres actifs financiers non courants	16 217	15 850	1 529	1 797	1	-	17 746	17 647

Informations par zone géographique

La répartition géographique du chiffre d'affaires est faite selon le lieu de réalisation des contrats

(en milliers d'€)	30.06.2020				30.06.2019			
	France	Grande-Bretagne	Reste du monde	Total	France	Grande-Bretagne	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires	116 961	76 975	84 706	278 643	130 927	68 732	72 175	271 834

(en milliers d'€)	30.06.2020				31.12.2019			
	France	Grande-Bretagne	Reste du monde	Total	France	Grande-Bretagne	Reste du monde	Total
Immobilisations incorporelles	20 768	164	3 282	24 214	20 301	180	3 408	23 889
Immobilisations corporelles	40 512	1 051	10 489	52 052	40 411	1 186	10 583	52 180
Droits d'utilisation	18 030	37	1 879	19 946	19 644	107	2 631	22 382
Autres actifs financiers non courants	14 580	2 306	860	17 746	14 587	2 315	745	17 647

NOTE 6 Produits des activités ordinaires

A. Décomposition du chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires du Groupe se ventile dans les « Business Divisions » comme suit :

(en milliers d'€)	30.06.2020	30.06.2019*
EPC	128 695	78 106
LAB	17 939	32 090
Services	16 972	33 233
O&M	34 026	36 802
Environnement et Energie	197 632	180 231
Division Systèmes Industriels	43 080	51 758
Bertin	37 725	39 845
Innovation & Systèmes	80 805	91 602
Autres	205	-
TOTAL	278 643	271 834

* Retraité du reclassement de l'activité « Geodur » de la Division LAB vers la Division O&M pour 1 376 milliers d'euros au 30 juin 2019

Cette ventilation est conforme à l'information sectorielle sur les produits des activités ordinaires présentée en Note 5 conformément à IFRS 8.

Les deux Secteurs du Groupe ont des activités très différentes

- Environnement & Énergie : offre dans le domaine de la thermique couvrant l'ensemble des métiers : réalisations « clés en mains », exploitation d'unités de valorisation énergétique, contrats de services ;
- Innovation & Systèmes : offre dans le domaine de la mécanique, de l'optique et de l'électromécanique, avec des activités d'études, développement et réalisation de logiciels et de produits en petite et moyenne série.

Quatre « Business Divisions » ont été définies au sein du Secteur Environnement & Énergie :

- EPC – Usines clés en main
- LAB
- Services
- O&M - Exploitation

Deux « Business Divisions » ont été définies au sein du Secteur Innovation & Systèmes :

- Division Systèmes Industriels
- Bertin et ses filiales

La Division EPC conçoit et construit « clés en main » des centres de valorisation énergétique des déchets ou des biomasses. CNIM utilise des technologies propriétaires répondant aux normes de performances et de maîtrise des impacts environnementaux les plus strictes et qui s'intègrent dans une approche multi-filières.

La Division LAB propose des systèmes de traitement de fumées pour usines de valorisation de déchets ménagers, des systèmes de traitement de fumées pour moteurs de navires marchands et des prestations de services liées.

La Division Services propose de l'optimisation, de la réhabilitation, du revamping et de la maintenance pour les centres de valorisation énergétique des déchets et des biomasses et les grandes installations de combustion.

La Division Exploitation propose l'exploitation et maintenance des centres de valorisation énergétique des déchets et des biomasses ainsi que des systèmes d'extraction de métaux des cendres issues de l'incinération de déchets.

La Division Systèmes Industriels propose une offre unique de développement, de réalisation, d'installation et de maintenance d'équipements et systèmes innovants. Elle effectue également des contrats de sous-traitance de fabrication pour différents secteurs industriels de pointe.

La Division Bertin et ses filiales intervenant sur trois grands métiers : Systèmes et instrumentation, Technologies de l'information et Conseil, ingénierie et solutions innovantes pour l'énergie et l'environnement, l'industrie et les territoires

Les contrats du Groupe CNIM conclus avec les clients sont généralement constitués d'une seule obligation de prestation et le revenu est reconnu à l'avancement dans la mesure où le Groupe CNIM fournit des équipements spécifiques dont le client prend le contrôle progressivement ou fournit des services dont le client tire les avantages au fur et à mesure de leur réalisation. Par ailleurs, la mesure de l'avancement est généralement basée sur les coûts.

Dans la Division Exploitation, la mesure du revenu est par exception basée sur le montant du droit de facturer et lorsque le contrat prévoit une obligation de « Gros Entretien et Renouvellement », celle-ci est reconnue comme une obligation de prestation distincte de l'obligation de prestation « Exploitation ».

B. Carnet de commandes

Le carnet de commandes du Groupe correspond au chiffre d'affaires à l'avancement restant à réaliser à une date donnée pour les contrats entrés en vigueur (notamment après l'obtention des ordres de service ou la levée des conditions suspensives) et financé.

Son évolution sur la période se présente comme suit :

(en milliers d'€)	31.12.2019	Commandes enregistrées	Chiffre d'affaires	30.06.2020
Environnement et Energie	1 113 233	185 446	197 632	1 101 047
Innovation & Systèmes	314 732	86 177	80 805	320 104
Autres	-	205	205	-
TOTAL	1 427 965	271 828	278 643	1 421 151

NOTE 7 Autres produits (charges) non courants

(en milliers d'€)	30.06.2020	30.06.2019
Plus / (moins)-values sur cessions d'activités ou d'ensemble d'actifs	32 503	-
Coûts de réorganisation, de restructuration ou d'adaptation	(5 663)	(442)
Dépréciations	(13 556)	(14 488)
Autres	(268)	19
RÉSULTAT NON COURANT	13 016	(14 911)

Les opérations de montant significatif ne concourant pas à la performance opérationnelle courante sont classées en « Autres produits opérationnels » et « Autres charges opérationnelles ».

Elles peuvent comprendre :

- Les plus ou moins-values de cessions d'activités ou d'ensemble d'actifs ;
- Les coûts d'acquisition et d'intégration liés aux regroupements d'entreprises ;
- Les coûts de restructuration résultant de plans dont le caractère inhabituel et l'importance perturbent la lisibilité du résultat opérationnel courant ;
- Les provisions et les pertes de valeurs d'actifs corporels ou incorporels de matérialité significative ;
- Les coûts encourus ou estimés liés à des facteurs exogènes indépendants de l'efficacité opérationnelle tels que des décisions politiques.

Au premier semestre 2020, le Groupe a comptabilisé en résultat non courant :

- Les plus-values réalisés sur les cessions d'actifs réalisées sur le semestre, principalement la vente du siège parisien du Groupe ;
- Des dépréciations sur une participation mise en équivalence préalablement à son reclassement en actif destiné à la vente (voir Note 3) et sur le goodwill des divisions Systèmes industriels et Bertin (voir Note 12) ;
- Les coûts liés à la restructuration financière du Groupe.

Au 30 juin 2019, le Groupe a comptabilisé en résultat non courant des coûts liés à la réorganisation juridique du Groupe et des dépréciations d'actifs liés d'une part à des coûts de mise en place et de pré-exécution d'un contrat qui avait fait l'objet d'une décision d'attribution antérieure, mais dont la mise en vigueur, soumise à l'approbation finale d'une instance politique, a fait l'objet d'un nouveau report, source d'incertitudes quant à la réalisation effective du contrat ; d'autre part à des actifs « Geodur », suite à la prise en compte dans les prévisions à moyen terme de l'activité d'un indice revu à la baisse du prix des métaux non ferreux, compte tenu de l'évolution 2019 de cet indice.

NOTE 8 Résultat financier

Produits financiers sur équivalents de trésorerie	70	40
Autres intérêts et produits assimilés	222	494
Intérêts et charges financiers ⁽¹⁾	(2 520)	(1 205)
Coût de l'endettement financier net	(2 229)	(671)
Gains de change	6 651	3 490
Pertes de change	(13 641)	(7 489)
Résultat de change ⁽²⁾	(6 990)	(3 999)
Autres produits et charges financiers ⁽³⁾	(251)	43
RESULTAT FINANCIER	(9 470)	(4 626)

(1) Dont charges d'intérêt liés aux dettes de location pour (215) milliers d'euros.

(2) Principalement lié au coût de portage (points de terme latents et réalisés) des instruments dérivés de change mis en place pour couvrir les flux futurs des contrats commerciaux.

(3) Produits de participation et dotations ou reprises de provision pour dépréciation d'actifs financiers.

NOTE 9 Impôts

A. Ventilation impôts exigibles / différés

(en milliers d'€)	30.06.2020	30.06.2019
Impôts exigibles	(2 345)	(1 868)
Impôts différés	(225)	1 113
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	(2 570)	(755)

B. Rapprochement entre la charge d'impôt effective et la charge d'impôt théorique

(en milliers d'€)	30.06.2020	30.06.2019
Résultat opérationnel	(22 138)	(82 159)
Résultat financier	(9 470)	(4 626)
Résultat avant impôt des sociétés consolidées par intégration globale	(31 608)	(86 785)
Taux en vigueur en France	32,02%	32,02%
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur en France	10 121	27 789
Effet des écarts de taux d'imposition par juridiction	618	17
Incidence des reports déficitaires ⁽³⁾	(9 425)	(30 173)
Impôt sans base ⁽¹⁾	(825)	(361)
Crédits d'impôt ⁽²⁾	1 835	1 975
Taxes non déductibles	-	(432)
Autres différences permanentes ⁽⁴⁾	(5 031)	430
Autres	137	(0)
Charge d'impôt effective	(2 571)	(755)
Taux effectif d'impôt	-8,13%	-0,87%

- (1) Principalement CVAE.
 (2) Effets des crédits d'impôts comptabilisés en résultat opérationnel et non taxés.
 (3) Effets liés aux déficits de l'intégration fiscale en France, non activés.
 (4) En 2020, principalement liées aux dépréciations des goodwill des divisions Systèmes industriels et Bertin (voir Note 12).

NOTE 10 Résultat par action

Résultat de base par action

(en milliers d'€)	30.06.2020	30.06.2019
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère	(32 336)	(79 773)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ⁽¹⁾	2 825 322	2 827 501
Résultat par action (en €)	(11,45)	(28,21)

(1) Nombre d'actions hors actions auto détenues (voir Note 16). Il n'existe pas d'instruments de capitaux propres dilutifs.

Résultat dilué par action

(en milliers d'€)	30.06.2020	30.06.2019
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère	(32 336)	(79 773)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ⁽¹⁾	2 825 322	2 827 501
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	2 825 322	2 827 501
Résultat dilué par action (en €)	(11,45)	(28,21)

(1) Nombre d'actions hors actions auto détenues (voir Note 16). Il n'existe pas d'instruments de capitaux propres dilutifs.

NOTE 11 Immobilisations incorporelles

(en milliers d'€)	31.12.2019	Acqu. / Augm. / Dotations	Cessions / Diminutions / Reprises	Ecart de conversion et autres	Reclassement en Actif destinés à la vente	30.06.2020
Frais de développement	52 494	1 044	-	911	(251)	54 197
Concessions, brevets et licences	11 048	9	(238)	1	(38)	10 781
Autres immobilisations incorporelles	26 653	5	(2)	(769)	(96)	25 791
Immo. incorporelles en-cours	11 212	1 915	-	(957)	-	12 169
Valeurs brutes	101 406	2 972	(241)	(814)	(385)	102 938
Frais de développement	(44 871)	(1 468)	-	18	-	(46 321)
Concessions, brevets et licences	(9 980)	(158)	-	241	38	(9 859)
Autres immobilisations incorporelles	(21 951)	(736)	-	763	96	(21 829)
Immo. incorporelles en-cours	(715)	-	-	-	-	(715)
Amortissements et dépréciations	(77 517)	(2 363)	-	1 022	134	(78 724)
Frais de développement	7 623	(425)	-	929	(251)	7 876
Concessions, brevets et licences	1 068	(149)	(238)	241	-	922
Autres immobilisations incorporelles	4 702	(731)	(2)	(6)	-	3 962
Immo. incorporelles en-cours	10 497	1 915	-	(957)	-	11 454
VALEURS NETTES	23 889	609	(241)	207	(251)	24 214

(en milliers d'€)	31.12.2018	Acqu. / Augm. / Dotations ⁽¹⁾	Cessions / Dimin. / Reprises	Variations de périmètre	Ecart de conversion et autres	31.12.2019
Frais de développement	52 644	1 937	(2 576)	23	467	52 494
Concessions, brevets et licences	10 788	178	-	113	(31)	11 048
Autres immobilisations incorporelles	26 594	1 481	(1 680)	(0)	257	26 653
Immo. incorporelles en-cours	8 862	4 209	-	-	(1 860)	11 212
Valeurs brutes	98 889	7 806	(4 255)	136	(1 167)	101 406
Frais de développement	(43 467)	(4 029)	2 576	(12)	60	(44 871)
Concessions, brevets et licences	(9 698)	(315)	-	-	33	(9 980)
Autres immobilisations incorporelles	(22 135)	(2 423)	1 680	(113)	1 040	(21 951)
Immo. incorporelles en-cours	(715)	-	-	-	-	(715)
Amortissements et dépréciations	(76 015)	(6 767)	4 255	(125)	1 134	(77 517)
Frais de développement	9 177	(2 091)	-	10	527	7 623
Concessions, brevets et licences	1 090	(137)	-	113	2	1 068
Autres immobilisations incorporelles	4 459	(941)	-	(113)	1 297	4 702
Immo. incorporelles en-cours	8 148	4 209	-	-	(1 860)	10 497
VALEURS NETTES	22 874	1 039	-	11	(34)	23 889

(1) En 2019, dont dépréciation des actifs de l'activité Geodur pour 0,8 millions d'euros comptabilisée en résultat opérationnel non courant.

NOTE 12 Goodwill

A. Variation au cours de la période

(en milliers d'€)	30.06.2020	31.12.2019
Valeur nette à l'ouverture	72 752	70 795
Ecart de conversion ⁽¹⁾	(192)	(299)
Dépréciation du Goodwill ⁽²⁾	(10 000)	-
Variations de périmètre ⁽³⁾	-	2 256
Autres ⁽⁴⁾	(620)	-
Valeur nette à la clôture	61 940	72 752

(1) Ecart de conversion sur le goodwill d'Exensor.

(2) Dépréciation des goodwills des UGT Bertin Systèmes & Conseils, Bertin IT et Division Systèmes industriels.

(3) En 2019, goodwill sur les acquisitions des sociétés Airstar Aerospace et COMETAL France pour respectivement 1 710 et 546 milliers d'euros.

(4) Reclassement en Actifs destinés à la vente du goodwill associé à l'activité Bertin Energie Environnement (voir Note 3).

B. Ventilation par UGT

(en milliers d'€)	30.06.2020			31.12.2019		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
UGT Environnement & Energie - Construction	31 171	-	31 171	31 171	-	31 171
UGT Environnement & Energie - Services/CBS	546	-	546	546	-	546
Environnement & Energie	31 717	-	31 717	31 717	-	31 717
UGT Bertin Systèmes & Conseils	35 056	(4 832)	30 224	35 868	-	35 868
UGT Bertin IT	4 158	(4 158)	(0)	4 158	(3 000)	1 158
UGT Division Systèmes Industriels	4 010	(4 010)	(0)	4 010	-	4 010
Innovation et Systèmes	43 223	(13 000)	30 223	44 035	(3 000)	41 035
TOTAL	74 940	(13 000)	61 940	75 752	(3 000)	72 752

C. Tests de perte de valeur

Dans le contexte de crise économique actuelle liée à l'épidémie Covid, le Groupe a procédé à un test de valeur de ses UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) et révisé à la hausse les taux d'actualisation utilisés de 125bps.

Concernant l'UGT « Environnement & Energie – Construction », l'augmentation du taux d'actualisation de 125 bp, de 9,5 % à 10,75 %, ne conduit pas à constater de dépréciation du goodwill. De même, aucune dépréciation du goodwill ne serait à constater avec une augmentation additionnelle du taux d'actualisation de 50 bp. Le Business Plan de l'UGT « Environnement & Energie – Construction » est basé sur une hypothèse de 1 à 2 prises de commandes par an à partir de 2021.

Pour les autres UGT, la révision des taux d'actualisation de 125 bp, avec des taux portés :

- de 9,0 % à 10,25 % pour l'UGT « Bertin Systèmes & Conseils » ;
- de 8,9 % à 10,15 % pour l'UGT « Bertin IT » ;
- de 8,4 % à 9,65 % pour l'UGT « Division Systèmes Industriels »,

conduit à une dépréciation respectivement de 4 832 milliers d'euros pour l'UGT « Bertin Systèmes & Conseils », 1 158 milliers d'euros pour l'UGT « Bertin IT » et 4 010 milliers d'euros pour l'UGT « Division Système Industriels ».

Une augmentation additionnelle du taux d'actualisation de 50 bp conduirait à une augmentation de la dépréciation de 5,3 millions d'euros pour l'UGT « Bertin Systèmes & Conseils », 1 millions d'euros pour l'UGT « Bertin IT » et 4,7 millions d'euros pour l'UGT « Division Systèmes Industriels »

NOTE 13 Immobilisations corporelles

(en milliers d'€)	31.12.2019	Acqu. / Augm. / Dotations	Cessions / Diminutions / Reprises ⁽¹⁾	Ecart de conversion et autres	Reclassement en Actif destinés à la vente	30.06.2020
Terrains	8 552	-	(90)	(72)	-	8 389
Constructions	43 872	103	86	(2)	-	44 059
Inst. Techn., matériels et outillages	81 297	885	(13 161)	(332)	(75)	68 614
Autres immobilisations corporelles	34 618	338	(29)	1 642	(291)	36 278
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	11 812	2 506	-	(2 692)	-	11 626
Valeurs brutes	180 151	3 832	(13 194)	(1 456)	(366)	168 967
Terrains	(292)	(4)	-	-	-	(296)
Constructions	(29 786)	(806)	(10)	352	-	(30 249)
Inst. Techn., matériels et outillages	(69 262)	(1 523)	12 612	2 493	74	(55 606)
Autres immobilisations corporelles	(27 242)	(1 214)	34	(1 213)	265	(29 370)
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	(1 389)	-	-	(4)	-	(1 394)
Amortissements et dépréciations	(127 972)	(3 546)	12 636	1 628	339	(116 916)
Terrains	8 260	(4)	(90)	(72)	-	8 094
Constructions	14 086	(703)	76	350	-	13 810
Inst. Techn., matériels et outillages	12 035	(638)	(550)	2 161	(1)	13 008
Autres immobilisations corporelles	7 376	(876)	6	429	(26)	6 908
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	10 423	2 506	-	(2 696)	-	10 233
VALEURS NETTES	52 180	286	(558)	171	(27)	52 052

(1) En 2020, principalement sur les activités Géodur.

(en milliers d'€)	31.12.2018	Acquisitions / Augmentations / Dotations ⁽¹⁾	Cessions / Diminutions / Reprises	Variations de périmètre ⁽²⁾	Ecart de conversion et autres ⁽³⁾	Reclassement en Actif destinés à la vente ⁽⁴⁾	31.12.2019
Terrains	8 700	-	(108)	-	3 422	(3 462)	8 552
Constructions	56 172	2 361	(585)	79	(8 307)	(5 849)	43 872
Inst. Techn., matériels et outillages	82 827	2 708	(6 094)	546	1 311	-	81 297
Autres immobilisations corporelles	31 675	2 997	(162)	319	(212)	-	34 618
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	4 940	5 379	-	3 004	(1 511)	-	11 812
Valeurs brutes	184 314	13 446	(6 949)	3 948	(5 296)	(9 311)	180 151
Terrains	(285)	(7)	-	-	-	-	(292)
Constructions	(32 380)	(2 088)	326	(28)	3 647	737	(29 786)
Inst. Techn., matériels et outillages	(56 546)	(18 307)	4 418	(185)	1 358	-	(69 262)
Autres immobilisations corporelles	(25 135)	(2 442)	1 629	(181)	(1 114)	-	(27 242)
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	(377)	(1 008)	-	-	(4)	-	(1 389)
Amortissements et dépréciations	(114 723)	(23 851)	6 372	(394)	3 887	737	(127 972)
Terrains	8 415	(7)	(108)	-	3 422	(3 462)	8 260
Constructions	23 792	274	(259)	51	(4 660)	(5 112)	14 086
Inst. Techn., matériels et outillages	26 282	(15 599)	(1 677)	361	2 669	-	12 035
Autres immobilisations corporelles	6 541	556	1 467	138	(1 325)	-	7 376
Immo. corporelles en-cours, avances et acomptes	4 562	4 371	-	3 004	(1 514)	-	10 423
VALEURS NETTES	69 591	(10 405)	(577)	3 554	(1 409)	(8 574)	52 180

(1) En 2019, dont dépréciation d'actifs corporelles de l'activité Geodur comptabilisée en résultat opérationnel non courant.

(2) En 2019, acquisition des sociétés Airstar Aerospace et Cométal France.

(3) En 2019, reclassement des actifs en location-financement sous IAS17 en Droits d'utilisation pour 3,7 millions d'euro de valeurs brutes et 1,8 millions d'amortissements cumulés au 1er janvier 2019, sur les constructions principalement.

(4) En 2019, reclassement en Actif destiné à la vente de l'immeuble rue de Bassano pour une valeur nette comptable de 8,6 millions d'euros.

NOTE 14 Participations dans les entreprises mises en équivalence

A. Variation au cours de la période

(en milliers d'€)	30.06.2020	30.06.2019	31.12.2019
Valeurs nettes à l'ouverture	25 491	24 022	24 022
QP du résultat net des entreprises mises en équivalence	941	2 553	2 219
Ecart de conversion	(527)	(63)	325
Distribution de dividendes	(203)	(313)	(606)
Variations de périmètre	-	-	-
QP des éléments recyclables du résultat global ⁽¹⁾	(50)	(1 742)	(1 837)
Autres ⁽²⁾	(2 665)	1 026	1 368
Reclassement en actifs destinés à la vente ⁽³⁾	(15 092)	-	-
Valeurs nettes à la clôture	7 896	25 481	25 491

(1) En 2019, variation de juste valeur des instruments dérivés désignés en instruments de couverture de flux futurs d'intérêts.

(2) Variation principalement des créances rattachées aux participations mises en équivalence.

(3) Reclassement des QP de capitaux propres des sociétés CNIM Development, Dudley Waste Services Ltd, Hanford Waste Services Holding Ltd, Wolverhampton Waste Services Ltd et Technoplus Industries en Actifs destinés à la vente selon IFRS 5 comme mentionné en Note 3.

B. Détails des participations mises en équivalence

(en milliers d'€)	% d'intérêt			QP de capitaux propres		QP de résultat net	
	30.06.2020	30.06.2019	31.12.2019	30.06.2020	31.12.2019	30.06.2020	30.06.2019
CNIM Development ⁽¹⁾	50,00	50,00	50,00	(0)	2 477	122	511
CCUAT	49,88	49,88	49,88	76	76	-	-
CSBC	50,00	50,00	50,00	3	3	-	-
Dudley Waste Services Ltd (DWS Ltd) ⁽¹⁾	33,33	33,33	33,33	(0)	3 136	191	250
Hanford Waste Services Holding Ltd (HWS Ltd) ⁽¹⁾	34,75	34,75	34,75	0	3 561	193	186
Technoplus Industries ⁽¹⁾	34,79	34,79	34,79	0	4 936	427	112
Wolverhampton Waste Services Ltd (WWS Ltd) ⁽¹⁾	33,33	33,33	33,33	0	3 269	274	327
Eilo ⁽²⁾	28,34	28,34	28,34	6 474	6 729	(303)	888
Picardie Biomasse Energie ⁽³⁾	44,95	44,95	44,95	1 342	1 304	38	279
TOTAL				7 896	25 491	941	2 553

(1) Reclassement des quotes-parts de capitaux propres, incluant les créances rattachées et dépréciations en Actifs destinés à la vente selon IFRS5 comme mentionné en Note 3.

(2) Quote-part de capitaux propres incluant le prêt rattaché à la participation, le retraitement de marge interne et une dépréciation de (3 125) milliers d'euros constatée au 31 décembre 2018.

(3) Quote-part de capitaux propres incluant le prêt rattaché à la participation et une dépréciation de (1 411) milliers d'euros constatée au 31 décembre 2018.

C. Informations financière à 100%

(en milliers d'€)	Chiffre d'affaires		Résultat net		Total Bilan		Dettes financières ⁽¹⁾	
	30.06.2020	30.06.2019	30.06.2020	30.06.2019	30.06.2020	31.12.2019	30.06.2020	31.12.2019
CNIM Development	-	-	854	1 023	31 710	33 305	14 148	14 754
CCUAT	-	-	-	-	160	160	-	-
CSBC	-	-	-	-	35	38	22	24
Dudley Waste Services Ltd (DWS Ltd)	5 726	5 588	850	981	7 317	7 865	3 414	4 443
Hanford Waste Services Holding Ltd (HWS Ltd)	9 964	9 137	1 335	1 317	15 734	13 912	8 338	8 979
Technoplus Industries	1 227	322	1 227	322	27 908	26 681	3	3
Wolverhampton Waste Services Ltd (WWS Ltd)	6 389	6 393	941	1 234	8 743	8 361	4 105	5 156
Eilo	1 538	254	(594)	1 730	64 858	64 366	60 804	60 425
Picardie Biomasse Energie	15 118	14 532	84	620	20 965	20 881	8 757	8 757

(1) Hors dettes de location IFRS 16.

NOTE 15 Autres actifs financiers non courants

(en milliers d'€)	30.06.2020			31.12.2019		
	Valeur brute	Dépréciation	Net	Valeur brute	Dépréciation	Net
Participations non consolidées	12 987	(6 479)	6 508	13 222	(6 479)	6 743
Créances rattachées aux participations non consolidées	8 694	(74)	8 620	8 694	(74)	8 620
Prêts	178	-	178	487	-	487
Autres immobilisations financières ⁽¹⁾	2 439	-	2 439	1 797	-	1 797
TOTAL	24 298	(6 553)	17 746	24 200	(6 553)	17 647

(1) principalement des dépôts et cautionnements.

Participations non consolidées et créances rattachées

(en milliers d'€)	30.06.2020						31.12.2019					
	Titres				Créances rattachées ⁽¹⁾	Total	Titres				Créances rattachées ⁽¹⁾	Total
	Valeur brute	Dépréc.	Valeur nette	% direct ou indirect	Valeur nette		Valeur brute	Dépréc.	Valeur nette	% direct ou indirect	Valeur nette	
S.M.A	63	-	63	3,00%	-	63	63	-	63	3,00%	-	63
Vocapia Research	804	-	804	20,00%	-	804	804	-	804	20,00%	-	804
Foster Wheeler Fakop	1 051	-	1 051	8,41%	-	1 051	1 051	-	1 051	8,41%	-	1 051
Kogeban	1 867	(64)	1 803	10,87%	3 686	5 489	1 867	(64)	1 803	10,87%	3 686	5 489
Cogénération Biomasse d'Estrées-Mons ⁽²⁾	613	(613)	-	7,00%	4 934	4 934	613	(613)	-	7,00%	4 934	4 934
Autres	8 590	(5 802)	2 788	-	0	2 788	8 826	(5 802)	3 023	-	-	3 023
TOTAL	12 987	(6 479)	6 508		8 620	15 128	13 222	(6 479)	6 743		8 620	15 363

(1) Comptes courants d'actionnaires sans échéance définie.

(2) La dépréciation sur la créance rattachée aux titres Cogénération Biomasse d'Estrées-Mons s'élève à (74) milliers d'euros.

NOTE 16 Capitaux propres
A. Capital social

Au 30 juin 2020, le capital social est de 6 056 220 euros divisé en 3 028 110 actions de deux euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Il n'y a pas eu de modifications au cours du premier semestre.

B. Autocontrôle et nombre moyen d'actions ordinaires

	30.06.2020	30.06.2019
Nombre total d'actions	3 028 110	3 028 110
Nombre moyen pondéré d'actions auto-détenues	202 789	200 609
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	2 825 322	2 827 501
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	2 825 322	2 827 501

C. Dividendes

Sur décision de l'Assemblée Générale du 31 juillet 2020, la totalité du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 a été affectée en « Report à nouveau », donc sans distribution de dividendes au titre de l'exercice 2019.

NOTE 17 Emprunts et dettes financières

A. Ventilation du passif financier courant et non courant

(en milliers d'€)	30.06.2020			31.12.2019		
	Non Courant	Courant	Total	Non Courant	Courant	Total
Emprunts	183 522	46 466	229 988	2 373	165 870	168 244
Dettes sur contrats de location	14 431	3 845	18 276	16 142	4 539	20 681
Avances remboursables	6 163	535	6 698	6 163	589	6 752
Cessions de créances	20 315	15 261	35 575	20 372	11 389	31 761
Autres	256	353	609	256	353	609
DETTES FINANCIÈRES BRUTES	224 687	66 459	291 145	45 306	182 740	228 046
Concours bancaires	-	5 771	5 771	-	5 687	5 687
DETTES FINANCIÈRES NETTES	224 687	72 230	296 917	45 306	188 428	233 734

Les dettes financières à moins d'un an sont classées en passif financier courant.

Les dettes financières à plus d'un an sont classées en passif financier non courant.

B. Evolution du passif de financement brut

(en milliers d'€)	30.06.2020
Solde d'ouverture	228 046
Flux d'émission d'emprunts ⁽¹⁾	61 703
Flux de remboursement d'emprunts ⁽¹⁾	(2 797)
Flux liés aux autres opérations de financement ⁽¹⁾	3 816
Variations de périmètre	-
Autres variations	376
Solde de clôture	291 145

(1) Montants analysés au Tableau des Flux de Trésorerie, dont remboursements nets liés aux dettes de location pour 2,4 millions d'euros.

C. Détail des emprunts et covenants

(en milliers d'€)	30.06.2020	31.12.2019
Crédit de financement de l'investissement dans le groupe Exensor	23 876	24 000
Crédit de financement des travaux de la SCI Bassano	569	1 135
Tirage de la ligne de crédit renouvelable	119 379	120 000
Emprunt obligataire Martin GmbH	44 100	-
Financement Moyen Terme bancaire	29 950	-
Financement Moyen Terme de l'Etat (FDDES)	8 750	-
Crédit de financement de projets de R&D	2 142	2 229
Autres emprunts	1 221	20 880
TOTAL EMPRUNTS	229 988	168 244
Non courant	183 522	2 373
Courant ⁽¹⁾	46 466	165 870

(1) En 2019, compte tenu des limitations incluses dans le waiver obtenu au 31 décembre 2019, les emprunts soumis à covenants ont été classés pour leur valeur totale en passif financier courant, le Groupe ne disposant pas au 31 décembre 2019 d'un droit inconditionnel à porter le remboursement de ces emprunts au-delà d'un an.

En décembre 2017, le Groupe a renouvelé une ligne de crédit syndiqué (multidevises) de 120 millions d'euros renouvelable pour une durée de 5 ans (étendue d'un an en 2019) à taux variable (Euribor ou Libor). Cette ligne est utilisée au 30 juin 2020 à hauteur de 120 millions d'euros. Ce crédit est soumis à un covenant dont le non-respect rend le remboursement exigible sur demande des prêteurs. Ce covenant est déterminé par le ratio suivant, sur la base des comptes consolidés : endettement net rapporté à l'EBITDA inférieur ou égal à 2,5.

En décembre 2017, la Groupe a contracté un emprunt de 30 millions d'euros sur une durée de 6 ans à taux variable (Euribor) (mais dont le taux a été fixé via un swap de taux) afin de refinancer l'acquisition faite en juillet 2017 de la société Exensor. Ce crédit est soumis au même covenant que celui du crédit syndiqué 2017.

En 2015, la Groupe a contracté un emprunt de 5 millions d'euros sur une durée de 5 ans à un taux fixe de 1,2%, pour financer les travaux du siège social du Groupe (SCI Bassano). Ce crédit est soumis au même covenant que celui du crédit syndiqué 2017.

En juin 2020, le Groupe a contracté de nouveaux financements dans le cadre du protocole de conciliation signé en avril avec ses partenaires financiers.

- Financement Moyen Terme Bancaire de 35 millions d'euros, à taux variable (Euribor + 6%), d'une durée initiale de 12 mois avec deux options conditionnelles de prorogation de 6 mois chacune. Cette ligne est utilisée à hauteur de 30 millions d'euros au 30 juin 2020 ;
- Financement Moyen Terme de l'Etat (FDDES) de 8,75 millions d'euros à taux variable (Euribor + 6%), d'une durée initiale de 12 mois avec deux options conditionnelles de prorogation de 6 mois chacune. Cette ligne est totalement utilisée au 30 juin 2020 ;
- Emprunt obligataire de 45 millions d'euros, à un taux fixe de 5%, souscrite par la société Martin GmbH. Cet emprunt a été souscrit par compensation avec le prêt à court terme par Martin GmbH en 2019, à concurrence de 20 millions d'euros, et par apport en numéraire pour 25 millions d'euros. Il a pour échéance le 31 décembre 2025.

Dans le cadre du protocole décrit en Note 2, les partenaires bancaires ont accepté de renoncer à se prévaloir de l'application du covenant financier jusqu'à la date d'échéance finale du crédit syndiqué 2017.

NOTE 18 Engagements de retraite et avantages assimilés

(en milliers d'€)	31.12.2019	Dotations	Reprises utilisées	Ecart actariels	Autres	30.06.2020
Provisions pour médailles du travail	518	-	-	-	-	518
Provisions pour engagements de retraites	20 458	697	(339)	57	(61)	20 812
PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITES	20 976	697	(339)	57	(61)	21 329

Les taux d'actualisation utilisées pour déterminer le montant des provisions, au titre des régimes de retraite du Groupe sont les suivantes :

	30.06.2020		31.12.2019	
	France	Royaume-Uni	France	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	0,80%	1,45%	0,80%	2,00%

NOTE 19 Autres provisions pour risques et charges

(en milliers d'€)	31.12.2019	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres variations	30.06.2020
Litiges	7 990	666	(585)	(1 080)	-	0	6 991
Autres risques	5 181	1 184	(2 424)	(175)	(6)	(70)	3 690
Autres charges	84	-	-	-	-	-	84
Provisions non courantes	13 255	1 850	(3 009)	(1 255)	(6)	(70)	10 765
Pertes à terminaison ⁽¹⁾	58 253	15 720	(4 591)	(6)	6	(877)	68 506
Garantie	11 005	1 095	(1 617)	(1 293)	(32)	-	9 159
Charges sur affaires livrées	28 452	8 305	(9 970)	(1 060)	(178)	-	25 549
Provisions courantes	97 710	25 120	(16 178)	(2 359)	(204)	(877)	103 213
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	110 966	26 970	(19 187)	(3 615)	(210)	(946)	113 978

(1) L'augmentation des provisions pour pertes à terminaison est essentiellement liée aux pertes prévisionnelles annoncées sur les contrats.

NOTE 20 Engagements hors bilan

(en milliers d'€)	30.06.2020	31.12.2019
Engagements donnés		
Cautions bancaires de marchés	554 641	547 684
Engagements reçus		
Cautions reçues des fournisseurs	106 818	82 997

NOTE 21 Passifs éventuels

Le Groupe considère, en application des critères de l'IAS 37, que la procédure judiciaire décrite ci-après ne doit pas faire l'objet d'une provision au 30 juin 2020, compte tenu du caractère incertain de son issue :

CNIM et CNIM Industrie ont été assignées en mai 2019 par le dirigeant d'une filiale étrangère qui demande un complément de rémunération, rétroactivement sur une période très longue. Le Groupe conteste la régularité de l'assignation et le bien-fondé de cette demande. La procédure est pendante devant le tribunal de commerce.

NOTE 22 Exposition aux risques

Le Groupe a poursuivi les politiques de gestion des risques financiers, de contrepartie et de liquidité, telles que décrits dans les notes aux états financiers consolidés 2019.

NOTE 23 Evènements postérieurs à la date de clôture

Le Groupe n'a pas identifié d'évènements postérieurs à la clôture, à l'exception des évènements suivants

- Cession d'actifs :

Le Groupe a conclu avec le fonds d'investissement ICON Infrastructure un accord relatif à la cession de ses participations minoritaires indirectes dans les sociétés HWS, DWS, WWS, propriétaires d'usines de valorisation de déchets en Angleterre. Les conditions suspensives à la réalisation de cet accord ont été levées le 23 juillet, permettant de finaliser la transaction.

- Changement de gouvernance :

Le 31 juillet 2020, l'Assemblée Générale des actionnaires de CNIM Groupe a approuvé le projet de transformation de CNIM Groupe en Société Anonyme à Conseil d'administration.

En conséquence, les mandats des membres du Directoire et du Conseil de surveillance ont pris fin. La Société est désormais administrée et dirigée par un Conseil d'administration et un Directeur Général en relation hiérarchique directe avec chaque Directeur de Division.

Monsieur Nicolas Dmitrieff a été nommé, lors de cette Assemblée, administrateur puis, par le Conseil d'administration qui s'en est suivi, Président du Conseil d'administration.

Le mandat de Directeur Général de CNIM Groupe de Monsieur Burgard, confié à ce dernier par le Conseil de surveillance du 26 mai 2020, a été confirmé par le Conseil d'administration en date du 31 juillet. Il est précisé que Monsieur Burgard a précédemment été nommé administrateur par l'Assemblée Générale du 31 juillet.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

PricewaterhouseCoopers Audit

63 rue de Villiers
92 208 Neuilly-sur-Seine

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide
92 908 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020)

Aux Actionnaires
CNIM GROUPE
35 rue de Bassano
75008 PARIS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CNIM GROUPE, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire le 31 juillet 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au COVID-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la restructuration financière conclue en juin 2020 par l'homologation, par le tribunal de commerce, du protocole de conciliation, les projections de liquidité à horizon 2020/2021 et la prise en compte des

incertitudes liées à la crise sanitaire causée par l'épidémie Covid-19, décrites dans la note 2 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés, sur la base desquelles la direction a fondé le maintien du principe de continuité d'exploitation.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 31 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 4 août 2020

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Deloitte & Associés

Sébastien Lasou

Philippe Battisit

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés condensés pour le semestre écoulé, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le Rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 4 Août 2020

Louis-Roch BURGARD
Directeur Général